

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 7 novembre 1935**, relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 6 novembre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations. (Arrêté de promulgation du 2 décembre 1935). 578
- Décret du 24 octobre 1935**, relatif à l'indemnité de réinstallation des fonctionnaires coloniaux. (Arrêté de promulgation du 6 décembre 1935). 578
- Décret du 30 octobre 1935**, étendant aux colonies les dispositions du décret-loi du 8 août 1935 instituant une taxe sur les marchés passés avec diverses collectivités publiques. (Arrêté de promulgation du 6 décembre 1935). 579
- Décret du 30 octobre 1935**, instituant une contribution des colonies, pays de protectorat, et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale et des services administratifs coloniaux des ports de commerce et fixant les services et les effectifs du personnel civil de l'administration centrale du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation du 6 décembre 1935). 579
- Décret du 30 octobre 1935**, réduisant dans diverses colonies, de 10%, les loyers des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal. (Arrêté de promulgation du 6 décembre 1935). 581
- Décret du 30 octobre 1935**, approuvant les conventions du 30 octobre 1935 relatives au crédit colonial et réglant le transfert de certains prêts du crédit national au crédit colonial. (Arrêté de promulgation du 6 décembre 1935). 582

**Décret du 30 octobre 1935**, créant un comité supérieur d'enseignement technique appliqué et de recherche scientifique appliquée à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts, de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation du 6 décembre 1935). 585

**Arrêté ministériel du 25 octobre 1935**, fixant le chiffre minimum pour les années 1935, 1936 et 1937 auquel doivent s'élever les fonds disponibles de la caisse de réserve du territoire du Togo. 586

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 22 novembre 1935**, rapportant l'arrêté n° 461 du 11 octobre 1935 prononçant le maintien provisoire du cercle d'Anécho. 586
- Arrêté du 26 novembre 1935**, portant création d'une subdivision temporaire des travaux publics dans le cercle du centre. 587
- Arrêté du 27 novembre 1935**, fixant la situation des agents du cadre métropolitain des P. T. T. détachés au Togo. 587
- Arrêté du 27 novembre 1935**, modifiant la décision du 1<sup>er</sup> février 1926 portant que les maisons de commerce sont tenues de mettre gratuitement à la disposition de l'administration 40% des graines provenant de leurs achats de coton brut. 587
- Arrêté du 28 novembre 1935**, fixant pour 1936 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo. 587
- Arrêté du 28 novembre 1935**, portant réglementation du remboursement des dépenses aux fonctionnaires ou agents autorisés à utiliser leurs bicyclettes ou leurs motocyclettes ou leurs voitures automobiles pour les besoins du service. 588
- Arrêté du 2 décembre 1935**, fixant la répartition numérique de l'effectif de la garde indigène du 1<sup>er</sup> décembre 1935. 589

<b>Arrêté du 6 décembre 1935, portant transfert d'écoles.</b>	589
<b>Décision du 6 décembre 1935, chargeant Monsieur l'administrateur en chef GEISMAR, administrateur supérieur du Togo de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Commissaire de la République p. i.</b>	589
<b>Addendum à l'annexe de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 classant les immeubles administratifs.</b>	590
<b>Addendum au J. O. T. du 1<sup>er</sup> décembre 1935</b>	590
<b>Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène</b>	590
<b>Commission d'enquête</b>	594
<b>Commissions</b>	594
<b>Contrôle d'entreprises</b>	596
<b>Délégation de signature</b>	596
<b>Enseignement (liste des candidats admis au certificat d'études primaires — section 1935)</b>	596
<b>Mesures sanitaires</b>	596
<b>Porteur de contrainte</b>	597
<b>Produits pharmaceutiques</b>	597
<b>Société de prévoyance (cessions)</b>	597
<b>Subventions</b>	597
<b>Tribunal colonial d'appel</b>	597
<b>Domaines</b>	597
<b>Avis aux importateurs et aux exportateurs</b>	597
<b>Statistiques commerciales des 9 premiers mois 1934-1935</b>	598

#### PARTIE NON OFFICIELLE

<b>Ventes aux enchères publiques</b>	619
<b>Représentation générale</b>	619
<b>Annonces</b>	620

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations

**ARRETE N° 547 promulguant au Togo le décret du 7 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 6 novembre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations.**

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 7 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 6 novembre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 7 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 6 novembre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations.

Porto-Novo, le 2 décembre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 16 de la partie 1 (pacte de la Société des Nations) du traité signé à Versailles le 28 juin 1919;

Vu la loi du 12 octobre 1919 autorisant le président de la République à ratifier et à faire exécuter ledit traité;

Vu la proposition adoptée le 6 novembre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations;

Vu l'article 17 du décret du 26 décembre 1926 portant codification des lois douanières;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'agriculture, et du ministre des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — A partir du 9 novembre 1935, toute importation de marchandises italiennes sur le territoire douanier français, ainsi que dans les colonies françaises et territoires africains sous mandat français, devra obligatoirement faire l'objet d'une déclaration de l'importateur à l'office de compensation de la chambre de commerce de Paris.

Les paiements afférents à ces importations devront obligatoirement être effectués audit office.

**ART. 2.** — Les importateurs de marchandises italiennes qui, à la date du 9 novembre 1935, seraient encore redevables de tout ou partie du prix de ces marchandises devront, dans un délai de huit jours, à compter de la publication du présent décret, en faire la déclaration à l'office de compensation de la chambre de commerce de Paris, avec indication de la date des échéances. Il leur sera accusé réception de cette déclaration.

Les paiements afférents à ces importations devront obligatoirement être effectués audit office.

**ART. 3.** — Les importateurs qui auraient contrevenu aux prescriptions des articles ci-dessus seront poursuivis conformément aux lois douanières.

**ART. 4.** — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'agriculture et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 novembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,  
Pierre LAVAL.

Le ministre du commerce et de l'industrie,  
Georges BONNET.

Le ministre des finances,  
Marcel RÉGNIER.

Le ministre de l'intérieur,  
Joseph PAGANON.

Le ministre de l'agriculture,  
Pierre CATHALA.

Le ministre des colonies,  
Louis ROLLIN.

#### Indemnité de réinstallation

**ARRETE N° 555 promulguant au Togo le décret du 24 octobre 1935 relatif à l'indemnité de réinstallation des fonctionnaires coloniaux.**

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 octobre 1935 relatif à l'indemnité de réinstallation des fonctionnaires coloniaux;

**ARRETE :**

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 octobre 1935 relatif à l'indemnité de réinstallation des fonctionnaires coloniaux.

Porto-Novo, le 6 décembre 1935.

DESANTI.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 12 décembre 1923 portant suppression du compte d'assistance établi en faveur des fonctionnaires de l'Indochine et instituant en faveur du même personnel une indemnité de réinstallation;

Vu le décret du 19 juin 1931 instituant une indemnité de réinstallation en faveur du personnel servant dans les colonies autres que l'Indochine;

Vu le décret du 6 octobre 1934 supprimant l'indemnité de réinstallation sous réserve de dispositions transitoires;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires visés aux articles 2 et 3 du décret du 6 octobre 1934 relatif à l'indemnité de réinstallation qui, appartenant aux cadres généraux ou locaux des colonies, auraient vu interrompre leur service colonial pour accomplir des services militaires pendant la guerre 1914-1918, peuvent faire compter ces services pour une durée égale, comme présence effective à la colonie, pour prétendre au bénéfice de l'indemnité de réinstallation dans les conditions prévues par le décret du 6 octobre 1934 susvisé.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
LOUIS ROLLIN.

**Taxe sur les marchés passés avec diverses collectivités publiques**

**ARRETE** N° 554 promulguant au Togo le décret du 30 octobre 1935 étendant aux colonies les dispositions du décret-loi du 8 août 1935 instituant une taxe sur les marchés passés avec diverses collectivités publiques.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 octobre 1935 étendant aux colonies les dispositions du décret-loi du 8 août 1935 instituant une taxe sur les marchés passés avec diverses collectivités publiques;

**ARRETE :**

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 octobre 1935 étendant aux colonies les dispositions du décret-loi du 8 août 1935, instituant une taxe sur les marchés passés avec diverses collectivités publiques.

Porto-Novo, le 6 décembre 1935.

DESANTI.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre, par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 8 août 1935 instituant pour les années 1935 et 1936 une taxe spéciale sur les bénéfices provenant de l'exécution de marchés passés avec diverses collectivités publiques;

Le conseil d'administration entendu;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> du décret-loi susvisé du 8 août 1935, instituant, pour les années 1935 et 1936, une taxe spéciale sur les bénéfices provenant de l'exécution de marchés passés avec diverses collectivités publiques, est complété ainsi qu'il suit :

« Sont également assujettis à cette taxe les bénéfices provenant de l'exécution de marchés passés avec les gouvernements généraux, les colonies groupées ou autonomes, les protectorats ou Territoires sous mandat français ainsi qu'avec les communes et les établissements publics sis dans ces colonies, protectorats ou territoires ».

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,*  
*ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Joseph PAGANON.

*Le ministre des colonies,*  
LOUIS ROLLIN.

**Contribution aux dépenses du ministère des colonies**

**ARRETE** N° 556 promulguant au Togo le décret du 30 octobre 1935 instituant une contribution des colonies, pays de protectorat, et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale et des services administratifs coloniaux des ports de commerce et fixant les services et les effectifs du personnel civil de l'administration centrale du ministère des colonies.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 octobre 1935 instituant une contribution des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale et des services administratifs coloniaux des ports de commerce et fixant les services et les effectifs du personnel civil de l'administration centrale du ministère des colonies;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 octobre 1935 instituant une contribution des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale et des services administratifs coloniaux des ports de commerce et fixant les services et effectifs du personnel civil de l'administration centrale du ministère des colonies.

Porto-Novo, le 6 septembre 1935.

DESANTI.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le comité institué au ministère des colonies pour rechercher et proposer toutes mesures tendant à la suppression ou à la réduction des dépenses publiques a examiné les conditions de fonctionnement du département des colonies. Ses études l'ont amené à constater que, si ce ministère est chargé principalement de diriger la politique générale coloniale, il est appelé à assumer une tâche plus étendue.

A l'égard de nos possessions d'outre-mer, dont l'organisation est encore rudimentaire, dont les ressources et les possibilités ne sont qu'à peine ébauchées, le ministère des colonies doit remplir le rôle d'un tuteur vigilant et éclairé. Il gère un certain nombre d'affaires pour lesquelles l'éloignement de la métropole constitue une difficulté certaine. Sa situation lui permet de donner aux colonies, avec le maximum de garanties et d'opportunité, le personnel, le matériel, l'aide et les directives dont elles ont besoin.

Au cas où les services centraux ne seraient pas en mesure de remplir cette mission dont l'importance est indispensable au développement de notre empire colonial, les colonies seraient dans l'obligation d'y suppléer elles-mêmes et directement par des moyens particulièrement onéreux. Cette conséquence qui apparaît comme la plus immédiate ne serait peut-être pas pas la plus grave. La nécessité d'une liaison constante entre nos diverses colonies, d'une part, et entre la métropole et ses possessions lointaines, d'autre part, se manifeste chaque jour dans les domaines les plus variés, qu'ils soient d'ordre économique, politique ou social.

Le comité a reconnu que les dépenses afférentes à la direction, de la politique coloniale, véritables dépenses de souveraineté, devaient, sans conteste, être supportées par le budget métropolitain. Mais, en raison des considérations qui précèdent, il est apparu qu'il serait normal et opportun d'appeler les budgets de nos possessions d'outre-mer à contribuer aux dépenses de divers organismes du ministère des colonies, en tant que ceux-ci préparent l'action coloniale dans ses divers domaines, en contrôlent la mise en œuvre et participent à l'exécution des projets dont doivent, en définitive, bénéficier les colonies.

Il n'a pas été possible d'évaluer rationnellement avec précision la part des dépenses de l'administration centrale du ministère des colonies qui doit être respectivement imputée aux colonies et celle qui doit être laissée à la charge de l'Etat, car on ne peut mesurer le profit que les colonies et la métropole retirent respectivement du fonctionnement de chaque service.

Mais un élément d'appréciation est constitué par la présence actuelle dans les services du ministère, de fonctionnaires coloniaux détachés, rémunérés directement par nos possessions d'outre-mer et affectés aux services qui ont le plus souffert de la pénurie des cadres. Par ailleurs, la situation financière de certaines de nos possessions d'outre-mer devait être prise en considération; il a semblé que la contribution à leur imposer ne devait pas être supérieure au montant des dépenses actuelles qui résultent de l'entretien des services administratifs coloniaux et de l'emploi dans les services de l'administration centrale d'un personnel rémunéré par elles et destiné à remédier à l'insuffisance numérique des cadres du ministère des colonies.

Les mesures proposées par le comité ne constituent donc pas une innovation qui aboutirait à imposer aux colonies une charge nouvelle. Elles ont, en outre, l'avantage de porter remède à une situation contraire à la sincérité et à la clarté budgétaires, bases d'une saine gestion des finances publiques.

D'autre part, un aménagement des services actuels du département permet de réaliser quelques modifications dans les effectifs du personnel. Cette mesure destinée à renforcer certains organes essentiels et qui a fait l'objet d'études antérieures, notamment de la part de la conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer, a été jugée indispensable par le comité dont les propositions restent, en définitive, bien inférieures aux projets primitifs de réorganisation générale qui avaient été précédemment envisagés.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction un projet de décret qui a été préparé en vue de réaliser les mesures préconisées par le comité institué par le décret du 9 juillet 1935. Nous vous serions reconnaissants de vouloir bien le revêtir de votre signature si vous en approuvez les termes.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 9 juillet 1935 instituant dans chaque ministère un comité chargé de rechercher et de proposer toutes mesures tendant à la suppression ou à la réduction des dépenses publiques et le rapport dudit comité;

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les colonies, pays de protectorat, territoires sous mandat relevant du ministère des colonies sont appelés à participer sous la forme d'une contribution obligatoire aux dépenses civiles de l'administration centrale du ministère des colonies et des services administratifs coloniaux des ports de commerce.

ART. 2. — Le montant de cette contribution obligatoire et sa répartition seront fixés chaque année par un article de la loi de finances.

ART. 3. — L'article 95 de la loi de finances du 31 juillet 1920 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'administration centrale du ministère des colonies comprend :

- « 1<sup>o</sup> — Le cabinet du ministre;
- « 2<sup>o</sup> — Une direction des affaires politiques;
- « 3<sup>o</sup> — Une direction des affaires économiques;
- « 4<sup>o</sup> — Une direction des services militaires;
- « 5<sup>o</sup> — Une direction du contrôle;
- « 6<sup>o</sup> — Une direction du personnel et de la comptabilité;
- « 7<sup>o</sup> — Une inspection générale des travaux publics;
- « 8<sup>o</sup> — Une inspection générale du service de santé;
- « 9<sup>o</sup> — Un service administratif colonial.

« Le cabinet du ministre comprend un bureau des études législatives.

« La direction des affaires économiques a, dans ses attributions, les questions intéressant la préparation de la défense nationale, la marine marchande et la météorologie.

« La direction du personnel et de la comptabilité assure l'administration de tout l'ensemble du personnel civil relevant du ministère des colonies en liaison avec les services techniques, dans des conditions qui seront déterminées par un arrêté du ministre des colonies.

« L'emploi d'agent comptable des timbres-poste coloniaux est supprimé. Le service assuré par l'agence des timbres-poste coloniaux sera exécuté par la maison de la France d'outre-mer lorsque celle-ci sera définitivement constituée et, par mesure transitoire, ledit service sera provisoirement géré par l'agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat ».

ART. 4. — Le service colonial du port du Havre est supprimé; un arrêté du ministre des colonies réglera les conditions dans lesquelles les attributions de ce service seront transférées au service administratif colonial à Paris.

ART. 5. — Les cadres du personnel civil de l'administration centrale du ministère des colonies sont modifiés comme suit, en ce qui concerne les emplois indiqués ci-après :

- « 10 chefs de bureau;
- « 17 sous-chefs de bureau;
- « 42 rédacteurs principaux et rédacteurs;
- « 48 sténodactylographes;
- « 51 commis principaux et commis d'ordre et de comptabilité;
- « 12 hommes d'équipe ».

ART. 6. — A concurrence des ressources provenant de la contribution des colonies instituée par les articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus, des crédits seront ouverts chaque année au budget du ministère des colonies pour la rémunération, tant des fonctionnaires des cadres de l'administration centrale dont la création résulte de l'article 5 ci-dessus, que des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décrets pour lesquels le détachement à l'administration centrale est prévu par les textes organiques de leur corps.

ART. 7. — A titre transitoire, la différence pouvant exister entre le traitement réel des fonctionnaires

actuellement détachés au ministère des colonies et le traitement moyen prévu au budget pour l'emploi qu'ils occupent sera, le cas échéant, imputée sur la disponibilité du chapitre intéressé.

ART. 8. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 9. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

#### Réduction dans diverses colonies des loyers des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal

ARRETE N° 557 promulguant au Togo le décret du 30 octobre 1935 réduisant, dans diverses colonies, de 10 p. 100 les loyers des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 octobre 1935 réduisant dans diverses colonies, de 10 p. 100 les loyers des locaux à usage commercial industriel ou artisanal;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 octobre 1935 réduisant, dans diverses colonies, de 10 p. 100 les loyers des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

Porto-Novo, le 6 décembre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu les décrets du 16 juillet 1935, portant réduction dans la métropole de 10 p. 100 des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires;

Vu le décret du 8 août 1935 portant réduction, dans les colonies, de 10 p. 100 des loyers des locaux à usage d'habitation ou professionnel et du montant des intérêts des dettes hypothécaires;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies, protectorats et Territoires sous mandat relevant du ministère des

colonies, à l'exception de l'Afrique équatoriale française, des établissements français dans l'Inde et du territoire du Cameroun, et à compter du jour de la promulgation du présent décret dans le pays considéré, le prix actuel des loyers de tous immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal sera réduit, à titre exceptionnel et temporaire, de 10 p. 100 s'il n'a pas fait l'objet d'une réduction au moins égale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1935, par décision de justice ou par suite d'un accord entre les parties.

La réduction du prix du loyer, qui aurait pu être opérée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1935 et résultant, soit d'une décision de justice, soit d'un accord passé entre les parties, se confondra avec la réduction de 10 p. 100 ci-dessus fixée.

ART. 2. — Toute majoration, sous quelque forme que ce soit, du nouveau prix ainsi déterminé, toute exigence du bailleur, de ses agents ou préposés, ou toute convention tendant à imposer au preneur, sous une forme indirecte, un prix de location dépassant le prix licite tel qu'il est fixé par le présent décret, sera frappé de nullité absolue.

En outre, toutes personnes les ayant frauduleusement exigées seront passibles des peines prévues à l'article 419 du code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts que pourront éventuellement réclamer les preneurs.

ART. 3. — Tout propriétaire d'un immeuble ou local à usage commercial, industriel ou artisanal affecté à la garantie d'une créance hypothécaire ou d'une des créances privilégiées de l'article 2103 du code civil, et productif de loyers qui auront été réduits en application de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, bénéficiera, à titre exceptionnel, à compter de la promulgation du présent décret dans le pays considéré, d'une réduction de 10 p. 100 sur le montant des intérêts de sa dette pendant la période d'application du présent décret.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

#### Crédit colonial

ARRETE No 558 promulguant au Togo le décret du 30 octobre 1935 approuvant les conventions du 30 octobre 1935 relatives au crédit colonial et réglant le transfert de certains prêts du crédit national au crédit colonial.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 octobre 1935 approuvant les conventions du 30 octobre 1935 relatives au crédit colonial et réglant le transfert de certains prêts du crédit national au crédit colonial;

#### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 octobre 1935 approuvant les conventions du 30 octobre 1935 relatives au crédit colonial et réglant le transfert de certains prêts du crédit national au crédit colonial.

Porto-Novo, le 6 décembre 1935.

DESANTI.

#### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 8 août 1935 portant création du crédit colonial a prévu, dans son article 1<sup>er</sup>, que les ministres des colonies et des finances seraient autorisés à conclure des conventions avec le crédit national et le crédit colonial.

Ces conventions sont intervenues le 30 octobre 1935. Elles règlent le fonctionnement de l'institution nouvelle pour tout ce qui n'a pas été prévu par le décret susvisé et les statuts y annexés.

Ce sont ces contrats que le présent projet de décret a pour but de ratifier en précisant, également, les conditions de transfert de certains prêts du crédit national au crédit colonial.

Nous avons l'honneur de le soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935, fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 10 octobre 1919 approuvant la convention conclue contre le ministre des finances et le crédit national;

Vu le décret du 20 novembre 1919 approuvant les statuts du crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre;

Vu le décret-loi du 8 août 1935 portant création du crédit colonial;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées :

1<sup>o</sup> — La convention conclue le 30 octobre 1935 entre les ministres des finances et des colonies agissant au nom de l'Etat et le président du conseil d'administration du crédit national, agissant pour le compte d'une société anonyme à constituer sous la dénomination de crédit colonial;

2<sup>o</sup> — La convention conclue le 30 octobre 1935 entre les ministres des finances et des colonies agissant au nom de l'Etat et le président du conseil d'administration du crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre, agissant pour le compte de cet établissement et dûment autorisé par délibération du conseil d'administration du 4 octobre 1932 approuvée par l'assemblée générale des actionnaires du 8 octobre 1935.

ART. 2. — La mutation au nom du crédit colonial de tous les prêts qui lui auront été transférés ou apportés par le crédit national en exécution des conventions approuvées par le présent décret et les mentions de cette mutation sur toutes inscriptions, transcriptions, subrogations, mentions, significations, engagements, titres, transferts, exploits, pièces de procédure, jugements et pièces de toute nature ayant trait à la garantie ou au recouvrement amiable ou judiciaire de ces prêts, se feront avec référence auxdites conventions et décret portés à la connaissance des autorités et tiers en cause par simples réquisitions en forme de lettres missives, signées du directeur général ou de l'un des directeurs, de l'une ou l'autre des dites sociétés, sans qu'il soit besoin d'aucun acte et seront également exemptes de tous droits de timbre, d'enregistrement, de toutes taxes hypothécaires et autres, de tous salaires et frais quelconques.

— Les mutations et mentions ainsi régularisées emporteront, à elles seules et de plein droit, subrogation du crédit colonial dans toutes instances et poursuites engagées antérieurement par le crédit national pour toutes causes quelconques.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

### CONVENTION

Entre les soussignés :

M. M. Marcel RÉGNIER, ministre des finances, et Louis ROLLIN, ministre des colonies, agissant au nom de l'Etat,

D'une part,

Et M. Louis MARTIN, président du conseil d'administration du crédit national, agissant pour le compte d'une société anonyme à constituer sous la dénomination de crédit colonial,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Est fondée sous la dénomination de « crédit colonial » une société au capital de 20 millions, régie par les statuts annexés au décret-loi du 8 août 1935 portant création du crédit colonial.

ART. 2. — Le crédit colonial est substitué au crédit national dans les bénéfices et les charges des conventions des 24 mars 1929 et 24 mars 1932, en ce qui concerne les prêts faits sur les fonds de l'Etat aux exploitations commerciales, industrielles et agricoles, installées à la Guadeloupe et à la Réunion.

Le crédit colonial est substitué au crédit national dans les bénéfices et les charges des apports et transferts définis par les articles 2 à 5 de la convention passée, ce jour, entre l'Etat et le crédit national.

ART. 3. — Sous réserve du prélèvement de 1 p. 100 dont la destination est régie par l'article 2 de la convention du 24 mars 1929, les intérêts des prêts sur fonds d'Etat visés par le premier paragraphe de l'article précédent et dont le montant n'aura pas été prélevé sur les réserves spéciales par application de l'article 8, paragraphe 4, de la même convention, seront versés à l'Etat dans un délai de quinze jours après le transfert dans la métropole des fonds encaissés. Les capitaux remboursés sur ces mêmes prêts, soit par les débiteurs, soit par prélèvement sur les réserves spéciales sont dans le même délai, versés au crédit national.

ART. 4. — Les intérêts nets des prêts apportés par le crédit national en représentation des réserves spéciales sont, après prélèvement d'un intérêt de 1 p. 100 pour frais d'administration, intégralement versés à ces réserves.

Les intérêts nets des nouveaux prêts qui seront faits en représentation des réserves spéciales seront également versés à celles-ci après le même prélèvement et après le prélèvement prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article suivant.

ART. 5. — Pour couvrir les risques des prêts autres que les prêts apportés par le crédit national, il est constitué un fonds de garantie qui reçoit :

1<sup>o</sup> — Un intérêt de 1 p. 100 prélevé sur les intérêts des prêts autres que les prêts sur fonds de l'Etat et les prêts apportés par le crédit national;

2<sup>o</sup> — Les intérêts produits par les prêts consentis sur les ressources dudit fonds de garantie, après prélèvement d'un intérêt de 1 p. 100 pour frais d'administration.

3<sup>o</sup> — Le prélèvement annuel de 12 millions prévu à l'article 8 de la convention du 24 mars 1929, lorsque les fonds de réserve spéciaux prévus par cette convention, celle du 11 avril 1930, celle du 26 mars 1931 et celle du 24 mars 1932 seront entièrement constitués;

4<sup>o</sup> — La part du crédit colonial dans la liquidation de chacun des fonds de réserve spéciaux prévus par les conventions susvisées de 1929 et 1932;

5<sup>o</sup> — Un prélèvement sur les bénéfices tel qu'il est fixé à l'article 6 ci-après;

6<sup>o</sup> — Une contribution éventuelle des colonies.

ART. 6. — Les produits nets de la société sont constatés et établis sous déduction de tous frais généraux et de toutes charges sociales, ainsi que de tous amortissements, provisions et réserves jugés utiles par le conseil d'administration sur la proposition du directeur général.

Sur le bénéfice net, ainsi déterminé, il est prélevé :

1<sup>o</sup> — 5 p. 100 pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire, lorsque ce fonds de réserve atteindra une somme égale à 10 p. 100 du capital social; il reprendra son cours obligatoire, lorsque cette réserve descendra au-dessous de 10 p. 100 du capital social;

2<sup>o</sup> — Les sommes nécessaires pour servir aux action-

naires, à titre d'intérêt, 6 p. 100 des sommes dont lesdites actions sont libérées et non amorties.

Le solde, sous déduction de toutes sommes que l'assemblée générale déciderait d'affecter à des amortissements supplémentaires de l'actif ou à des fonds de réserve extraordinaire, ou de reporter à nouveau, sera réparti comme suit :

50 p. 100 au fonds de garantie;

50 p. 100 à la disposition des actionnaires.

ART. 7. — Le fonds de garantie sera affecté, par priorité, à la couverture des risques courus par le crédit colonial et non garantis par les colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat.

Lorsque, en fin d'exercice, le fonds de garantie dépassera 50 p. 100 de ces risques, l'excédent sera employé à rembourser les colonies, protectorats ou Territoires sous mandat des sommes qu'il auront eu à décaisser, en raison de la garantie donnée par eux, pour le compte de débiteurs défaillants. La répartition entre les budgets intéressés sera faite par un décret rendu sur la proposition du ministre des colonies.

ART. 8. — L'application de l'article précédent ne fera pas descendre le montant du fonds de garantie au-dessous du montant cumulé des prélèvements visés au 3<sup>e</sup> de l'article 5.

ART. 9. — Lorsque le fonds de garantie, après les remboursements éventuels visés à l'article précédent, atteindra 50 p. 100 du montant total des prêts restant à recouvrer, la part des bénéfices réservés audit fonds par l'article 6 ci-dessus sera, pour moitié, répartie entre l'Etat et les colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat français.

Cette répartition s'effectuera sur la base de 50 p. 100 pour l'Etat et 50 p. 100 aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, la part revenant aux territoires d'outre-mer étant exclusivement affectée aux institutions locales de crédit agricole.

ART. 10. — A l'expiration ou en cas de dissolution anticipée de la société non suivie de transport à une autre société le solde du fonds de garantie sera :

1<sup>o</sup> — Après remboursement par priorité aux colonies des sommes versées par elles au titre des garanties données aux prêts du crédit colonial :

2<sup>o</sup> — Après remboursement à l'Etat des versements faits par lui, réparti de la façon suivante :

Un tiers aux actionnaires;

Un tiers à l'Etat et

Un tiers aux colonies, protectorats et territoires sous mandat réparti proportionnellement aux risques assumés par chaque colonie, protectorat ou territoire.

Fait en triple exemplaire à Paris, le 30 octobre 1935.

*Le ministre des colonies,*

Louis ROLLIN

*Le ministre des finances,*

Marcel RÉONIER.

*Le président du conseil d'administration  
du crédit national,*

LOUIS MARTIN.

## CONVENTION

Entre les soussignés :

M.M. Marcel RÉONIER, ministre des finances, et Louis ROLLIN, ministre des colonies, agissant au nom de l'Etat,

D'une part,

Et M. Louis MARTIN, président du conseil d'administration du crédit national, pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre, agissant au nom de cet établissement,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — En vue de la fondation d'une société anonyme à constituer, au capital de 20 millions, sous le nom de crédit colonial, et régie par les statuts annexés au décret-loi du 8 août 1935 portant création du « crédit colonial », le crédit national souscrira 2.000 actions de 5.000 frs. Il recevra, en outre, pour prix de l'apport défini par les articles 2 à 5 ci-après, 100 actions entièrement libérées.

ART. 2. — Le crédit national transfère au crédit colonial les bénéfices et les charges des conventions des 24 mars 1929 et 24 mars 1932 en ce qui concerne les prêts faits sur fonds de l'Etat aux exploitations industrielles, commerciales et agricoles sises à la Guadeloupe et à la Réunion.

ART. 3. — Le crédit national fait apport au crédit colonial des prêts visés par l'article qui précède et en cours à la date de la création du crédit colonial.

Toutes les sommes remboursées en capital sur ces prêts, soit par les emprunteurs ou leurs ayants droit, soit par prélèvement sur les réserves visées à l'article suivant, seront reversées au fonds de 500 millions prévu à l'article 2 de la convention du 7 juillet 1919, dans la quinzaine de leur encaissement.

ART. 4. — Le crédit national transfère au crédit colonial les deux réserves spéciales créées par les conventions des 24 mars 1929 et 24 mars 1932 après avoir distrait de la première la part concernant les prêts faits aux sinistrés du sud-ouest.

Le crédit national fait apport au crédit colonial de la bonification complémentaire résultant de l'article 8 (paragraphe 1) de la convention du 24 mars 1932.

ART. 5. — En représentation des réserves visées au premier paragraphe de l'article précédent et à due concurrence de leur montant à la date de la création du crédit colonial, le crédit national fait apport au crédit colonial d'un montant sensiblement égal de prêts faits par lui sur ses fonds propres à des exploitations commerciales, industrielles ou agricoles sises dans les colonies, pays de protectorat et pays sous mandat relevant du ministère des colonies. Le montant susvisé sera complété par une soulte en espèces.

Les pertes qui seraient subies sur ces prêts, en capital et intérêts, seront couvertes par le crédit national, au moyen d'un prélèvement sur sa réserve spéciale créée par les articles 12 et 15 de la convention du 7 juillet 1919, à charge de reversement à cette réserve des recouvrements qui seraient faits ultérieurement.

Toutefois, lors de la liquidation définitive des réserves visées au premier paragraphe de l'article 4, il sera reversé par le crédit colonial au crédit national, une somme destinée à rembourser au crédit national le montant de celle qu'il aura pu être amené à déboursier du chef de la garantie donnée par lui aux prêts qu'il a apportés en représentation des réserves spéciales des conventions de 1929 et 1932, sans que ce versement du crédit colonial puisse excéder ni le dixième de l'actif de ces réserves, au moment de leur liquidation, ni le dixième de leur montant au moment de leur transfert.

ART. 6. — Le crédit national est autorisé à effectuer, à l'égard du crédit colonial, toutes les opérations néces-

sitées par les rapports entre une société fondatrice et une société filiale; il pourra lui fournir des fonds pour ses opérations statutaires; ces fonds feront l'objet d'un compte courant productif d'un intérêt égal à la moyenne des charges supportées par le crédit national pour ses emprunts non garantis par l'Etat, en intérêts, impôts, amortissement de primes et frais d'émission et majorées d'une bonification de sept centimes et demi pour cent du capital pour les frais de service des titres.

Le crédit national mettra, en outre, ses services généraux, ceux des actes de prêts et du contentieux à la disposition du crédit colonial moyennant une rétribution de trois pour mille du solde des prêts du crédit colonial en cours sur fonds de l'Etat ou sur fonds propres, ce solde étant forfaitairement évalué à la moyenne entre les deux chiffres extrêmes de chaque année. Le taux de trois pour mille provisoirement fixé, pourra être révisé, d'accord entre le crédit national et le crédit colonial.

Fait en triple exemplaire, à Paris, le 30 octobre 1935.

*Le ministre des colonies,*  
LOUIS ROLLIN.

*Le ministre des finances,*  
MARCEL RÉONIER.

*Le président du conseil d'administration,  
du crédit national,*  
LOUIS MARTIN.

**Comité supérieur d'enseignement technique appliqué  
et de recherche scientifique appliquée à l'agriculture,  
à l'élevage et aux forêts.**

**ARRETE** N° 559 promulguant au Togo, le décret du 30 octobre 1935, créant un comité supérieur d'enseignement technique appliqué et de recherche scientifique appliquée à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts de la France d'outre-mer.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 30 octobre 1935, créant un comité supérieur d'enseignement technique appliqué et de recherche scientifique appliquée à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts de la France d'outre-mer;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 octobre 1935, créant un comité supérieur d'enseignement technique appliqué et de recherche scientifique appliquée à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts de la France d'outre-mer.

Porto-Novo, le 6 décembre 1935.

DESANTI.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 30 décembre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le comité institué au ministère des colonies pour rechercher et proposer toutes mesures tendant à la suppression ou à la réduction des dépenses publiques a étudié l'organisation de l'enseignement, et les services de recherches scientifiques appliquées à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts de la France d'outre-mer.

Il a constaté l'admirable effort fait, avec un dévouement continu et des ressources limitées, par d'éminents savants, tant dans le domaine de l'enseignement que dans celui des recherches scientifiques.

Mais cet effort même lui est apparu comme manquant de cohérence, car il est visiblement né sous la poussée des événements sans correspondre à un plan défini.

L'aménagement de la France d'outre-mer s'est lui-même réalisé graduellement, avec des moyens adaptés aux circonstances de lieux et de faits et les initiatives les plus variées ont été prises pour y contribuer.

Chacune des colonies s'est, au fur et à mesure des besoins, préoccupée de la formation du personnel technique qui lui était nécessaire et a provoqué les recherches scientifiques qu'exigeait la connaissance raisonnée de son sous-sol, de son sol ou de ses richesses naturelles.

Ainsi sont nés, dans divers milieux scientifiques, des chaires d'enseignement et des laboratoires de recherches qui ont été aidés, dans leur fonctionnement matériel, par des subventions d'origine coloniale ou privée et par quelques dotations budgétaires, toutes assez modestes d'ailleurs, mais dont l'utilisation a été d'autant moins féconde qu'elle a été plus dispersée. Chacun a travaillé sans s'occuper de son voisin, souvent pour donner le même enseignement ou pour accomplir la même recherche.

Aujourd'hui métropole et colonies attribuent à l'institut national agronomique de la France d'outre-mer, aux chaires et laboratoires de recherches scientifiques pures et appliquées, une somme de 2.500.000 francs environ, laquelle est répartie aussi équitablement que possible mais sans que des vues d'ensemble aient présidé à l'économie de cette répartition, d'où disproportion des résultats obtenus et de l'énergie dépensée.

Il a semblé au comité que l'heure était venue d'ordonner l'action de chacun et de coordonner l'effort collectif.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction un projet de décret qui concerne les mesures préconisées par le comité institué par le décret du 9 juillet 1935. Nous vous serions reconnaissants de vouloir bien le revêtir de votre signature si vous en approuvez les termes.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
PIERRE LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
MARCEL RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
LOUIS ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 9 juillet 1935 instituant dans chaque ministère un comité chargé de rechercher et de proposer toutes mesures tendant à la suppression ou à la réduction des dépenses publiques, et le rapport dudit comité;

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Il est constitué auprès du ministre des colonies un comité supérieur d'enseigne-

ment technique appliqué et de recherches scientifiques appliquées à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le comité comprend quinze membres. Il est composé ainsi qu'il suit :

Le secrétaire perpétuel de l'académie des sciences, président;

Le directeur des affaires économiques du ministère des colonies;

Un représentant du directeur des affaires politiques du ministère des colonies;

Un représentant du ministre des affaires étrangères;

Un représentant du ministre de l'intérieur;

Un représentant du ministre de l'éducation nationale;

Cinq délégués élus par l'assemblée des directeurs du musée national d'histoire naturelle, de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer, des laboratoires de recherches scientifiques coloniales, des services communs de la France d'outre-mer et des professeurs de chaires d'enseignement colonial. (L'assemblée électorale est convoquée par le ministre des colonies).

Quatre membres désignés par le ministre des colonies et pris parmi des personnalités scientifiques, administratives ou économiques.

Le bureau du comité comprend, en dehors du président, deux vice-présidents et deux assesseurs désignés par les membres du comité.

Un fonctionnaire appartenant à la direction économique du ministère des colonies remplit la fonction de secrétaire général, tant auprès du comité que de son bureau.

Les décisions du comité et du bureau sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage.

Les fonctions de membre du comité sont gratuites.

Le mandat de membre du comité est de trois ans. Il peut être renouvelé.

ART. 3. — Le comité a pour objet :

a) De préparer un programme général d'enseignement, technique appliqué et de recherches scientifiques appliquées à l'agriculture, à l'élevage et aux forêts de la France d'outre-mer;

b) De définir la mission de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer et de déterminer les moyens techniques de la réaliser;

c) D'ordonner l'action des chaires et des laboratoires d'enseignement colonial, d'enseignement technique appliqué et de recherches scientifiques appliquées aux fins ci-dessus exprimées, afin de spécialiser chaque chaire et chaque laboratoire et d'éviter soit la dualité d'enseignement ou de recherches scientifiques, soit des formations inutiles de personnel, de matériel, de collections, de bibliothèques ou d'archives;

d) De proposer au ministre des colonies, au ministre des affaires étrangères, au ministre de l'intérieur ou au ministre de l'éducation nationale, la répartition entre les chaires et laboratoires d'enseignement technique appliqué et de recherches scientifiques appliquées, des sommes affectées par les divers groupements coloniaux et des crédits métropolitains destinés à leur fonctionnement, à l'entretien et à l'organisation de matériel;

e) D'établir une liaison entre les divers services d'enseignement technique appliqué, de recherches scientifiques appliquées, de documentation générale de la maison de la France d'outre-mer et la direction

économique du ministère des colonies, ainsi que la liaison avec les services et les établissements de même nature existant à l'étranger.

ART. 4. — Le comité se réunit au moins une fois par semestre sur convocation de son président ou à la demande du ministre des colonies.

Le bureau se réunit toutes les fois que le président le juge utile et au moins une fois par trimestre. Il constitue la commission permanente du comité et peut être saisi ou se saisir d'urgence de toutes les questions sur lesquelles il est ou peut être appelé à se prononcer, exception faite de la réparation des subventions et crédits prévue par le paragraphe 2 de l'article 3 qui est réservée au comité.

Le comité et le bureau peuvent convoquer à leur réunion, à titre consultatif, toutes personnes susceptibles de leur apporter une collaboration utile. Ils peuvent réunir, si besoin est, ces personnes en commissions séparées.

ART. 5. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 6. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères; le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

## CAISSE DE RÉSERVE

Par arrêté en date du 25 octobre 1935 du ministre des colonies, le chiffre minimum fixé pour les années 1935, 1936 et 1937 auquel doivent s'élever les fonds disponibles de la caisse de réserve du territoire du Togo placé sous le mandat de la France a été fixé à 500.000 francs.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Circonscriptions administratives

ARRETE n° 529 rapportant l'arrêté n° 461 du 11 octobre 1935 prononçant le maintien provisoire du cercle d'Anécho.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 395 du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 396 du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du sud;

Vu l'arrêté n° 461 du 11 octobre 1935 prononçant le maintien provisoire du cercle d'Anécho;

## ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 461 du 11 octobre 1935 prononçant le maintien provisoire du cercle d'Anécho.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 28 novembre 1935, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 22 novembre 1935.

DESANTI.

**Création d'une subdivision temporaire  
des travaux publics**

*DECISION N° 173 portant création d'une subdivision temporaire des travaux publics dans le cercle du centre.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les arrêtés du 23 novembre 1934 portant organisation au Togo d'un service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Sur la proposition du chef de service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'urgence;

## DECIDE:

ARTICLE PREMIER. — Est créée dans le cercle du centre une subdivision temporaire des travaux publics.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 26 novembre 1935.

P. Le Commissaire de la République,

L'administrateur supérieur,

GEISMAR.

**P. T. T.**

*ARRETE N° 538 fixant la situation des agents du cadre métropolitain des P. T. T. détachés au Togo.*

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 décembre 1917, réglant la situation des agents des postes et télégraphes de la métropole détachés aux colonies;

Vu l'arrêté interministériel du 29 décembre 1917, réglant la situation des agents des postes et télégraphes de la métropole détachés aux colonies, ensemble tous actes modificatifs subséquents et notamment l'arrêté interministériel du 26 septembre 1920;

Vu l'approbation donnée par le ministre des colonies, par dépêche 28444/3 du 31 octobre 1935;

## ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les agents des postes et télégraphes de la métropole détachés au Togo auront dans cette position une situation identique à celle des mêmes agents détachés en Afrique occidentale française.

ART. 2. — Les agents des postes et télégraphes de la métropole précédemment en service en Afrique occidentale française et détachés au Togo conserveront dans leur nouvelle position le bénéfice de leur situation antérieure.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 27 novembre 1935.

DESANTI.

**Coton**

*DECISION N° 449 modifiant la décision du 1<sup>er</sup> février 1926 portant que les maisons de commerce sont tenues de mettre gratuitement à la disposition de l'administration 40% des graines provenant de leurs achats de coton brut.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> février 1926 portant que les maisons de commerce sont tenues de mettre gratuitement à la disposition de l'administration 40% des graines provenant de leurs achats de coton brut;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés de prévoyance indigène;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo;

Vu la lettre n° 188 du 16 novembre 1935 du président de la chambre de commerce du Togo;

## DECIDE:

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> de la décision du 1<sup>er</sup> février susvisée est modifié ainsi qu'il suit:

« Les maisons exportatrices de coton sont tenues de mettre gratuitement à la disposition de l'administration quarante pour cent des graines provenant de leurs achats de coton brut. L'administration en prend livraison soit aux usines d'égrenage, soit aux magasins des exportateurs sis dans la même localité que les usines. Le transport des graines des usines ou des magasins aux lieux de distribution indiqués par le chef de la circonscription du coton est assuré par les sociétés de prévoyance des cercles intéressés ».

ART. 2. — La présente décision, qui aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1936, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 27 novembre 1935.

DESANTI.

**Sociétés de prévoyance**

*ARRETE N° 541 fixant pour 1936 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 autorisant la création des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1935 portant création des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo, et approuvant les statuts de sociétés;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1936 :

Cercle du sud . . . . .	2 francs
Cercle du centre . . . . .	2 francs
Cercle du nord (subdivisions de Sokodé, Bassari, Lama-Kara) . . . . .	1 franc
Cercle du nord (subdivision de Mango) . . . . .	0.50

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 28 novembre 1935.

DESANTI.

**Utilisation de véhicules personnels pour  
les besoins du service**

*ARRETE N° 542 portant réglementation du remboursement des dépenses aux fonctionnaires ou agents autorisés à utiliser leurs bicyclettes, ou leurs motocyclettes ou leurs voitures automobiles pour les besoins du service.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 62 du 14 février 1934 réglementant les indemnités à allouer aux fonctionnaires autorisés à utiliser leurs véhicules pour les besoins du service; ensemble les arrêtés n° 300 du 31 mai 1934 et n° 297 du 3 juillet 1935 qui l'ont modifié;

## ARRETE :

## TITRE I

## BICYCLETTES ET MOTOCYCLETTES

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires ou agents autorisés à utiliser leur bicyclette ou leur motocyclette pour les besoins du service seront remboursés de leurs dépenses aux taux forfaitaires ci-dessous :

Bicyclettes . . . . .	6 frs. par mois
Motocyclettes . . . . .	50 frs. par mois

ART. 2. — L'autorisation est soumise aux formalités suivantes :

1° — Demande adressée au Commissaire de la République et transmise après avis motivé par le commandant de cercle ou le chef de service.

2° — Production d'un certificat du commandant de cercle ou du chef de service attestant que le véhicule est en bon état et susceptible d'être utilisé pour les besoins du service.

3° — Production de la quittance délivrée au moment du paiement de la taxe ou un certificat du commandant de cercle attestant que l'intéressé est bien inscrit sur les rôles de l'impôt sur les véhicules, lorsque cet impôt existe au Territoire.

4° — Production pour les motocyclettes, du permis de conduire ou d'une copie légalisée de cette pièce.

ART. 3. — Le remboursement des frais est effectué par trimestre au vu d'un certificat attestant que le véhicule est en bon état et a bien été utilisé pour les besoins du service.

Si l'autorisation a été accordée dans le cours d'un trimestre, les taux forfaitaires prévus à l'article 1<sup>er</sup> ne seront appliqués qu'à compter du premier jour de la quinzaine qui suivra cette autorisation.

## TITRE II

## VOITURES AUTOMOBILES

ART. 4. — Les fonctionnaires ou agents autorisés par décision du Commissaire de la République à utiliser leur automobile personnelle pour les besoins du service seront remboursés de leurs dépenses aux taux forfaitaires ci-dessous :

Voiture dont la puissance fiscale est supérieure à 10 C. V. . . . . 0f, 90 par km.

Voiture dont la puissance fiscale est égale ou inférieure à 10 C. V. . . . . 0f, 80 par km.

Ces taux sont majorés de 0f, 10 par kilomètre lorsque le bénéficiaire réside à l'intérieur du cercle du nord.

ART. 5. — L'autorisation est soumise aux formalités suivantes :

1° — Demande de l'intéressé transmise par l'intermédiaire du commandant de cercle ou du chef de service avec avis motivé de ces derniers. Cette demande comportera :

a) Engagement de ne pas transporter de personnes étrangères à l'administration lors de l'utilisation pour le service;

b) Acceptation de toute responsabilité en cas de manquement éventuel à cet engagement.

Si l'intéressé est un chef de service, il transmettra directement sa demande à l'examen du Commissaire de la République.

2° — Production soit de la quittance d'impôt sur les véhicules, soit d'une copie légalisée ou d'un certificat émanant de l'autorité compétente attestant que l'intéressé est inscrit au rôle de la taxe sur véhicules, lorsque cette taxe existe au Territoire.

3° — Production du permis pour la conduite des véhicules automobiles, de la carte grise (récépissé de mise en circulation) ou d'une copie légalisée de chacune de ces pièces.

4° — Production de la police d'assurance ou d'une copie légalisée.

ART. 6. — Sauf le cas d'urgence, tout déplacement devra être motivé par un ordre de service délivré par le commandant de cercle ou le chef de service indiquant la durée probable et le but du déplacement, les raisons qui motivent l'emploi d'un moyen de transport rapide et la distance approximative à parcourir.

Si le déplacement doit être effectué par un chef de service, l'ordre sera donné par le Commissaire de la République.

En cas d'urgence, le fonctionnaire qui a effectué le déplacement devra rendre compte à son chef immédiat ou au commandant de cercle et indiquer :

Les motifs qui ont été cause du déplacement urgent;  
Le nombre de kilomètres parcourus et l'itinéraire suivi.

Le chef appréciera et indiquera s'il y a lieu à remboursement.

L'ensemble des ordres de services revêtus des visas de départ et d'arrivée ou rapports approuvés sera produit à l'appui du relevé mensuel établi par chaque agent. Ce relevé dûment approuvé par le commandant de cercle ou le chef de service, par le Commissaire de la République si le fonctionnaire est un chef de service, sera produit à l'appui du mandat émis pour remboursement des dépenses de transport.

ART. 7. — Le remboursement de ces dépenses sera effectué sur les crédits alloués pour transport.

Les dépenses occasionnées par les déplacements effectués dans le périmètre urbain de Lomé ne donneront pas lieu à remboursement.

### TITRE III

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 8. — Les autorisations réglementées par le présent arrêté seront valables pour un an.

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté, notamment les dispositions des arrêtés des 14 février, 31 mai 1934 et 3 juillet 1935 susvisés.

ART. 10. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 28 novembre 1935.  
DESANTI.

#### Garde indigène

ARRETE N° 546 fixant la répartition numérique de l'effectif de la garde indigène au 1<sup>er</sup> décembre 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, réorganisant la garde indigène;

Vu l'arrêté n° 395 du 4 septembre 1935, portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

Sur la proposition du capitaine commandant les forces de police du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La répartition numérique de l'effectif des gardes indigènes est fixée comme suit pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935 :

Peloton du nord . . . . .	80
Peloton du centre . . . . .	68
Peloton du sud . . . . .	65
Peloton de dépôt . . . . .	20
Police municipale (à c. du 1. 1.36) . . . . .	30
Sûreté . . . . .	5

ART. 2. — Le détail de l'effectif est donné au tableau de répartition annexé au présent arrêté.

ART. 3. — A l'intérieur des cercles, le fractionnement des pelotons est assuré par les commandants de cercle d'après l'importance de leurs subdivisions.

ART. 4. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 2 décembre 1935.

DESANTI.

**TABLEAU** de répartition des gradés et gardes dans le Territoire du Togo  
(Arrêté N° 546 du 2 décembre 1935)

PELOTONS	Adj. ou Adj.-Chef	Brig. Chef 1 <sup>re</sup> classe ou 2 <sup>e</sup> classe	Brigadiers 1 <sup>re</sup> ou 2 <sup>e</sup> classe	GARDES		TOTAL
				1 <sup>re</sup> classe	2 <sup>e</sup> classe	
du Nord . . . . .	1	4	8	22	45	80
du Centre . . . . .	1	3	7	19	38	68
du Sud . . . . .	1	4	6	18	36	65
du Dépôt . . . . .	1	1	2	5	11	20
Police municipale . . . . .	1	1	1	6	21	30
Sûreté . . . . .			1	2	2	5
TOTAUX . . . . .	5	13	25	72	153	268

#### Transfert d'écoles

ARRETE N° 561 portant transfert d'écoles.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'école urbaine de la petite vitesse (4 classes) à Lomé est transférée dans les locaux de l'école ménagère à Lomé, rue des Alliés.

ART. 2. — L'école ménagère de la rue des Alliés à Lomé (4 classes) est transférée dans les locaux de l'ancien cours complémentaire à Lomé.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> février 1936, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 6 décembre 1935.

DESANTI.

#### Affaires courantes

DECISION N° 467 chargeant M. l'administrateur en chef GEISMAR, administrateur supérieur du Togo de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Commissaire de la République p. i.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 février 1928 déterminant les conditions dans lesquelles sont exercées aux colonies les fonctions intérimaires de gouverneur général, de gouverneur et de résident supérieur;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives au Togo;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. GEISMAR, administrateur en chef des colonies, administrateur supérieur du Togo est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du Territoire pendant l'absence du Commissaire de la République p. i. se rendant au conseil de

gouvernement de l'Afrique occidentale française à Dakar.

ART. 2. — La présente décision, qui aura son effet à compter du 10 décembre 1935, date de l'embarquement pour Dakar du Commissaire de la République p. i. sera enregistrée, communiquée, et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 6 décembre 1935.

DESANTI.

#### Logements administratifs

*ADDENDUM à l'annexe de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932.*

(J. O. T. page 409 du 1<sup>er</sup> septembre 1932).

ARTICLE PREMIER. — Le logement du cours complémentaire précédemment destiné au surveillant de l'internant est inscrit au tableau de classement des immeubles administratifs conformément aux désignations suivantes :

2 pièces . . . . . 4<sup>e</sup> catégorie.

ART. 2. — Le présent addendum a son effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1935, date de suppression du cours complémentaire de Lomé.

Lomé, le 27 novembre 1935.

P. Le Commissaire de la République et P. O.  
L'administrateur supérieur,  
GEISMAR.

*ADDENDUM au J. O. T. du 1<sup>er</sup> décembre 1935.*

A la page 569 :

COMMISSION DE CLASSIFICATION DES PATENTES  
ET LICENCES POUR L'ANNÉE 1936

Après subdivision de Palimé :

M.M. . . . . .

*Lire :* CERCLE DU NORD :

M.M. ACHILLE HUNGUE, commerçant ;  
FIAWOO Edmond, commerçant ;  
LAWSON Edouard, commerçant.

## NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### PERSONNEL EUROPÉEN

##### Nominations

Par arrêté du :

25 novembre 1935. — M. CANCEL Jean Roger, est agréé en qualité de commis stagiaire de 3<sup>e</sup> classe du cadre des services civils du Togo, à compter de la veille du jour de son embarquement à destination de Lomé.

M. BANCEL Jacques Jean, est agréé en qualité de commis stagiaire de 3<sup>e</sup> classe du cadre des services civils du Togo, à compter de la veille du jour de son embarquement à destination de Lomé.

Par décision du :

29 novembre 1935. — M<sup>me</sup>. CROS est engagée en qualité de dame secrétaire et sténo-dactylographe pour servir au cabinet du Commissaire de la République en remplacement de M<sup>me</sup>. CONSO.

Elle recevra une rémunération mensuelle de mille deux cents francs (1.200 frs.).

#### Cessation de fonctions

Par décision du :

27 novembre 1935. — Est abrogée à compter du 13 décembre 1935 pour cause de départ en congé, la décision du 31 décembre 1933 portant reprise de fonctions de M<sup>me</sup>. CONSO, dame secrétaire sténo-dactylographe en service au cabinet.

#### Affectations

Par arrêté du :

25 novembre 1935. — M. M. FORGUES (Fernand), président du tribunal de 3<sup>e</sup> classe de Lomé, THEBAULT (Eugène), procureur de la République à ce tribunal de 3<sup>e</sup> classe de Lomé, attendus à Lomé le 27 novembre 1935, sur le paquebot *Foulcauld*, et M. PUIG (François), juge suppléant près le tribunal, prennent respectivement les fonctions dont ils sont titulaires.

Par décisions des :

25 novembre 1935. — Les fonctionnaires attendus à Lomé le 27 novembre 1935 sur le paquebot *Foulcauld* reçoivent les affectations suivantes :

M. FRÉAU Max, commis de 1<sup>re</sup> classe des services civils, retour de congé est mis à la disposition du trésorier-payeur pour servir à la paierie de Lomé.

M. BANCEL Jacques Jean, commis stagiaire de 3<sup>e</sup> classe des services civils, nouvellement recruté, est affecté au bureau des finances.

M. CANCEL Jean Roger, commis stagiaire de 3<sup>e</sup> classe des services civils, nouvellement recruté, est affecté au bureau des finances.

M. LUISSIER, chef ouvrier d'art de 1<sup>re</sup> classe du cadre des travaux publics du Togo, retour de congé, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics de chemin de fer et du wharf.

M. DASSONVILLE, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils, précédemment juge suppléant à titre provisoire près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé est maintenu à la disposition du commandant du cercle du sud.

27 novembre 1935. — M. BEUTER, instituteur de 6<sup>e</sup> classe en service à Anécho, est affecté aux bureaux du service de l'enseignement à Porto-Novo en remplacement de M. CAPELIER, instituteur de 6<sup>e</sup> classe, affecté au centre scolaire de Lomé.

M. TAVERA, chef de district de 2<sup>e</sup> classe, en service au chemin de fer est mis provisoirement à la disposition de M. le receveur des domaines en qualité de géomètre ad hoc.

M. TAVERA prêtera serment devant le tribunal de Lomé.

6 décembre 1935. — Est nommé moniteur européen suppléant d'éducation physique, durant le stage d'E.P. prescrit par décision du 15 novembre 1935, le sergent d'I. C. WALTER Georges, en service aux forces de police.

M<sup>me</sup>. SIRO, institutrice principale de 2<sup>e</sup> classe du cadre supérieur du Togo, directrice de l'école européenne de Lomé, est nommée directrice de l'école ménagère de Lomé, en remplacement de M<sup>me</sup>. PATANCHON, appelée à d'autres fonctions.

M<sup>me</sup>. PATANCHON, institutrice principale de 3<sup>e</sup> classe du cadre supérieur du Togo, directrice de l'école ménagère de Lomé, est affectée à l'école européenne de Lomé.

#### Congés — Passages.

Par décisions des :

29 novembre 1935. — Un congé administratif de 7 mois, pour en jouir à Perpignan (15 Avenue de Bel-fort), est accordé à M. WALLON, comptable du cadre des travaux publics du Togo qui compte 28 mois et 8 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 25 décembre 1935.

2 décembre 1935. — L'article 3 de la décision du 17 novembre 1935 accordant passage, est modifiée de la façon suivante :

Une réquisition de transport en 2<sup>e</sup> classe (3<sup>e</sup> catégorie), de Lomé à Paris sera accordée à M. RUPP. Son passage de Lomé à Marseille sera retenu sur s/s *Banfora* attendu à Lomé vers le 16 décembre 1935.

3 décembre 1935. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Thuir (Pyrénées Orientales), est accordé à M. ALIBERT, assistant de 1<sup>re</sup> classe des laboratoires qui compte 24 mois et 14 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 28 décembre 1935.

M. ALIBERT est autorisé à s'arrêter à Oran, pour raisons de famille. Son congé partira du jour de l'arrivée à Marseille du paquebot *Hoggar*.

Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Olivèse (Corse), est accordé à M. ANGELETTI, surveillant des travaux publics qui compte 24 mois et 28 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 28 décembre 1935.

### PERSONNEL INDIGÈNE

#### Nominations — Engagements

Par décision du :

18 novembre 1935. — Le nommé KRONOMAIZOU Etienne, précédemment apprenti conducteur, est engagé en qualité de conducteur auxiliaire à une rémunération de 6 frs. (six francs) par journée effective de travail.

Le nommé GBEGBASSI ALI, précédemment apprenti conducteur, est engagé en qualité de mécanicien auxiliaire à une rémunération de 6 frs. (6 francs) par journée effective de travail.

Par arrêté du :

25 novembre 1935. — Les nommés ACARPO-KPADENOU Raphaël et LAWSON Jacob Gabriel, diplômés du certificat de fin d'études du cours complémentaire sont

agréés dans le cadre des préposés des douanes en qualité de préposés de 8<sup>e</sup> classe stagiaires, pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935.

Par décisions des :

30 novembre 1935. — M. EBOH Thomas, est engagé en qualité de commis auxiliaire au salaire mensuel de 150 francs.

Il est mis à la disposition du chef du service météorologique.

2 décembre 1935. — Est engagé en qualité de moniteur auxiliaire pour servir dans l'enseignement privé (mission protestante évangélique), le nommé Louis HENRI, titulaire du certificat d'études primaires.

Il sera alloué à l'intéressé un salaire de 6 frs., 66 par journée de classe, et 3 frs., 33 pour les jeudi, dimanche et vacances scolaires.

#### Licenciements

Par décision du :

18 novembre 1935. — Les apprentis conducteurs à solde mensuelle de 150 frs. (cent cinquante francs), KRONOMAIZOU Etienne et GBEGBASSI ALI, sont rayés du contrôle des apprentis conducteurs du garage central à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935.

Par arrêté du :

4 décembre 1935. — Sont abrogés : 1<sup>o</sup> — l'arrêté n<sup>o</sup> 429 du 3 août 1934 et 2<sup>o</sup> — la décision n<sup>o</sup> 388 du 8 octobre 1935.

L'ouvrier de 5<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo DADJE TOGBÉGAN, est licencié à compter du 3 juillet 1934 pour inaptitude physique incompatible avec l'exercice de toute fonction.

Une indemnité de licenciement égale à trois mois de solde nette, une fois payée, est allouée à cet agent.

#### Démissions

Par arrêtés des :

28 novembre 1935. — Est acceptée la démission de son emploi, offerte par lettre du 26 septembre 1935 par le moniteur de 5<sup>e</sup> classe de l'enseignement privé (mission protestante) AZAMADE Maxime, pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935.

27 novembre 1935. — L'homme d'équipe de 5<sup>e</sup> classe ASSEINKOU KATA, en service au chemin de fer (exploitation), est considéré comme démissionnaire de son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1935, date à laquelle il s'est placé en position d'absence irrégulière.

#### Titularisation

Par arrêté du :

6 décembre 1935. — L'élève infirmier ATAYI Louis, est titularisé infirmier de 5<sup>e</sup> classe à compter du 15 décembre 1935, date d'expiration de son stage.

#### Suspension de fonctions

Par arrêté du :

3 décembre 1935. — Le canotier de 1<sup>re</sup> classe KOFFI Alossso, est suspendu de ses fonctions, jusqu'à ce qu'il soit statué sur son cas après avis d'un conseil d'enquête.

### Affectations

Par décisions des :

25 novembre 1935. — L'infirmier de 5<sup>e</sup> classe PLO Albert, en service à Lomé, est affecté à la subdivision sanitaire de Mango, en remplacement de l'infirmier de 3<sup>e</sup> classe MASSOUBONJI Bernard, affecté à l'hôpital de Lomé.

L'infirmier de 4<sup>e</sup> classe ANANI Christophe, en service à Lomé, est affecté à la subdivision sanitaire de Sokodé, en remplacement de l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe LACLÉ Jean, affecté à l'hôpital de Lomé.

Le surveillant auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe des P. T. T. ZEKPA Ignace, en service à Bassari est chargé de la surveillance et de la réfection de la section Bassari-Katchamba.

Le surveillant auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe des postes KOUNAKE Eugène, du bureau de Sokodé, est affecté à Bassari, pendant toute la durée des travaux de réfection.

4 décembre 1935. — Les moniteurs agricoles en service sur le Territoire reçoivent les affectations suivantes :

Le moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe d'ALMEIDA Eugène, en service à la station agricole de Tové, est affecté au sous-secteur nord-ouest à Klouto ;

Le moniteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe AGBOBLI Victor, en service au sous-secteur nord-ouest de Klouto, est affecté au sous-secteur est à Lomé ;

Le moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe NIKABOU, en service au sous-secteur est de Lomé, est affecté à la station de Tové.

### Congés — Permissions

Par décisions des :

16 novembre 1935. — Une permission de 8 jours, à demi-solde, du 13 au 20 novembre 1935 inclus, est accordée au facteur auxiliaire Nathaniel LASSAY, en service au chemin de fer (gare Nuatja).

19 novembre 1935. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 3 au 10 décembre 1935 inclus, est accordée à la sage-femme auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe d'ALMEIDA Anna, en service à la subdivision sanitaire de Palimé, pour se rendre à Lomé.

22 novembre 1935. — Une permission de 3 jours, avec traitement, du 23 au 25 novembre 1935 inclus, est accordée à l'aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe AMEGNIGAN Urbain, en service à l'hôpital de Lomé, pour se rendre à Porto-Novo (Dahomey).

23 novembre 1935. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 14 au 21 décembre 1935 inclus, est accordée au moniteur de 2<sup>e</sup> classe AGOMESSOU Lucien, en service à l'école régionale de Lomé, pour se rendre à Keta (Gold-Coast).

25 novembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 décembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe ABBEY ANATHÉVI Isaac, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 décembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 5<sup>e</sup> classe KOUASSI Essé, en service aux travaux publics, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 décembre 1935 inclus, au facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> classe Emmanuel BYLL Cataria, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

Une permission de 5 jours, avec demi-solde, du 25 au 29 novembre 1935 inclus, est accordée au chef de station auxiliaire Antoine K. AGHEY, en service au chemin de fer (gare de Porto-Ségué), pour se rendre à Agou.

26 novembre. — Une permission de 8 jours, avec solde du 21 au 28 décembre 1935 inclus, est accordée au garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe Louis HOUKPATI, en service au poste des douanes de Batomé, pour en jouir au Dahomey.

28 novembre 1935. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 2 au 31 décembre 1935 inclus, est accordé à l'ouvrier de 6<sup>e</sup> classe EYESSA YAFFETE, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 2 au 31 décembre 1935, à l'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe RUFFINO Paul, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire ;

30 jours, du 5 décembre 1935 au 3 janvier 1936 inclus, au surveillant de 1<sup>re</sup> classe des P. T. T. Emmanuel KOKOU, en service au cercle du centre, pour en jouir au Territoire.

30 novembre 1935. — Une permission de 10 jours sans solde du 3 au 12 décembre 1935 inclus, est accordée à l'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe Thomas AFANGNIHOUN, en service au chemin de fer à Lomé (matériel et traction), pour se rendre à Dadja (cercle du centre).

6 décembre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 15 décembre 1935 au 13 janvier 1936 inclus, au commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe SANTOS Pedro, en service à la météorologie, pour en jouir au Dahomey ;

30 jours, du 20 décembre 1935 au 18 janvier 1936 inclus, au commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe Georges AMAH APEDO, en service à Lama-Kara (cercle du nord), pour en jouir à Anécho.

Le commis d'administration Georges AMAH APEDO aura droit au transport de Lama-Kara-Anécho et retour ;

30 jours, du 23 décembre 1935 au 21 janvier 1936 inclus, à l'aide-médecin ADIGO A. Dorothée, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire ;

90 jours, du 25 décembre 1935 au 22 mars 1936 inclus, au commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe ATAYI John Emmanuel, en service à Mango (cercle du nord), pour en jouir à Lomé.

Le commis d'administration ATAYI John Emmanuel aura droit au transport de Mango à Lomé et retour, pour lui et sa famille ;

30 jours, du 26 décembre 1935 au 24 janvier 1936 inclus, au commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe EYEBYI Samuel, en service aux travaux publics, pour en jouir au Territoire ;

45 jours, du 1<sup>er</sup> janvier au 14 février 1936 inclus, à l'infirmier de 3<sup>e</sup> classe AGEGER Félix, en service à Tchekpo - Dedekpo (cercle du sud), pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 5 janvier au 3 février 1936 inclus, au commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe DJELOU Michel, en service au bureau des finances, pour en jouir au Territoire;

45 jours, du 8 janvier au 21 février 1936 inclus, au commis de 4<sup>e</sup> classe des P. T. T. KOFFI Jacques, en service à Bassari, pour en jouir à Lomé.

Le commis des P. T. T. KOFFI Jacques aura droit au transport de Bassari à Lomé et retour, pour lui et sa famille;

30 jours, du 13 janvier au 11 février 1936 inclus, au planton de 3<sup>e</sup> classe ABALO MESSANVI Ferdinand, en service au parquet, pour en jouir au Territoire.

#### Sanctions disciplinaires

Par arrêté du :

5 décembre 1935. — L'interprète de 5<sup>e</sup> classe ADUAYI Joseph est révoqué.

Par décision du :

23 novembre 1935. — L'apprenti conducteur CHAA NIMON, en service au garage central est licencié de son emploi pour mauvaise manière habituelle de servir.

19 novembre 1935. — Une punition de 8 jours de suspension de solde, est infligée à l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe AGELEKPOE Lucas, en service à la subdivision sanitaire de Palimé, pour indiscipline.

23 novembre 1935. — Une punition de 10 jours de suspension de solde, est infligée au garde-frontière DIAWARA MAMADOU, en service au poste de douanes de Klouto pour indiscipline.

Une punition de 10 jours de suspension de solde, est infligée au moniteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe de l'agriculture MAKOUBY SANDANY, en service à la circonscription agricole du nord, pour négligence dans le service.

Une punition de 4 jours de suspension de solde, est infligée au téléphoniste de 4<sup>e</sup> classe EPAMINONDAS Hypolite, en service au chemin de fer (exploitation), pour le motif suivant :

« Négligences répétées dans son service de téléphoniste.

26 novembre 1935. — Une punition de 4 jours de suspension de solde, est infligée à l'infirmière de 2<sup>e</sup> classe Lucie ROULAND, en service à la subdivision sanitaire de Palimé, pour absence injustifiée pendant son service de garde.

30 novembre 1935. — Une punition de 10 jours de suspension de solde, est infligée au mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> classe SEWAVI Nicolas, en service au cercle du sud, pour négligence dans son service.

## FORCES DE POLICE

### 1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :

#### Permissions

Par décision du :

16 novembre 1935. — a) Une permission de 30 jours à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935, avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport (pour lui et sa famille) est accordée au milicien de 1<sup>re</sup> classe AMOUNOU, N<sup>o</sup> Mle M/174/A. T. de la P. C. pour en jouir à Kandé (subdivision de Mango)

b) Une permission de 30 jours à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au milicien de 2<sup>e</sup> classe GOUNJO, N<sup>o</sup> Mle M/297/A. D., de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho, pour en jouir à Savalou (Dahoméy).

#### Affectations

Sont affectés à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935 :

#### 1<sup>re</sup> — A la compagnie de milice Lomé :

DOGO I, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/229/A. C. de la 1<sup>re</sup> section de milice de Nawaré.

LAKOUGNOUAN II, stagiaire catégorie B. N<sup>o</sup> Mle M/410/B. T. de la 1<sup>re</sup> section de milice de Nawaré.

#### 2<sup>o</sup> — A la 1<sup>re</sup> section de milice de Nawaré :

KOUASSI MOBA, stagiaire catégorie B. N<sup>o</sup> Mle M/361/B. T. de la P. C. Lomé.

Samuel AVOGAN, stagiaire catégorie B. N<sup>o</sup> Mle M/434/B. T. de la P. C. Lomé.

### 2<sup>o</sup> — Garde indigène :

#### Permission

Une permission de 30 jours à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport est accordée à chacun des gardes dont les noms suivent :

ZORO Gaston, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 862, du peloton de Lomé, pour en jouir à Allada (Dahoméy).

HENOU, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 985, du peloton d'Anécho, pour en jouir à Tchitchaou — Sokodé (cercle du nord).

#### Affectations

a) Sont affectés au peloton de Klouto à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1935. — AHIAKPOR Jean, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 934, de la police et sûreté — Lomé.

1<sup>er</sup> décembre 1935. — BAOUROU, garde de 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle 859, du peloton de dépôt — Lomé.

b) Est affecté au peloton de dépôt (Lomé) à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935, le garde de 1<sup>re</sup> classe BOKOTE N'DAM, N<sup>o</sup> Mle 758, du peloton de Klouto.

Les frais de transport sont à la charge de l'intéressé, se déplaçant pour convenances personnelles.

Par décision du :

21 novembre 1935. — Les dispositions de la décision N<sup>o</sup> 812 en date du 8 décembre 1934 sont abrogées.

Les miliciens dont les noms suivent, répondant aux conditions posées à l'arrêté N<sup>o</sup> 67 en date du 31 janvier 1934, auront droit à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935, aux primes de spécialités prévues à l'arrêté précité :

**1<sup>er</sup> — Conducteurs :**

GABRIEL Michel, milicien de 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/327 B. D.

MOUSSA ALI, milicien de 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/329 B. C.  
AHAMADAH Alphonse, stagiaire catégorie B. N° Mle M/425 B. D.

MAMADOU CHABI, stagiaire catégorie B. N° Mle M/424 B. D.

LAGUIDI LALÉYI, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/334 B. D.  
KOUASSI Georges, stagiaire catégorie B. N° Mle M/391 B. T.

**2<sup>e</sup> — Sapeur :**

Philippe BOCKNER, stagiaire catégorie B. N° Mle M/407 B. T.

**3<sup>e</sup> — Téléphonistes :**

GNOHOU, caporal, N° Mle M/372 A. D.

MOUSSA TARAORÉ, stagiaire catégorie B. N° Mle M/389 B. T.

TOULARIMA, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/228 A. C.  
AMOUSSOU, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/352 A. D.

**4<sup>e</sup> — Musiciens :**

TCHAPO, caporal, N° Mle M/71 B. T.

DOSSAVI, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/220 A. D.

MAMADOU II, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/263 A. D.

KPETERE, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/121 B. T.

KOUMOKO, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/355 A. D.

ARRETO, milicien 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/130 A. T.

DIATZ, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/313 B. T.

**1<sup>er</sup> — Compagnie de milice :****Engagement**

Par décision du :

5 décembre 1935. — Est engagé pour 1 an après stage d'un an accompli (catégorie A) pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935, le stagiaire de la catégorie A. ADAMOU DOUROU, N° Mle M/405/A. S. de la 1<sup>re</sup> section de milice Nawaré.

**Agrément de stagiaire :**

Le nommé Francis SOHOU est agréé à la compagnie de milice en qualité de stagiaire de la catégorie B. N° Mle M/459/B. T. pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935.

**2<sup>e</sup> — Garde indigène :****Licenciement**

Est licencié à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1935, le garde de 1<sup>re</sup> classe SINTOKONA, N° Mle 710 du peloton de Klouto pour « faute grave en service ».

**COMMISSION D'ENQUÊTE**

Par arrêté du :

3 décembre 1935. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. MOAL, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies . . . . . *Président*

WALLON Henri, sous-chef de dépôt de 2<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo, . . . . .

CHAUTARD, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils, . . . . . *Membres*

AKAKPOVI Moïse, canotier de 1<sup>re</sup> classe, . . . . .

AMEGNON SOUZA, canotier de 1<sup>re</sup> classe, . . . . .

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du canotier de 1<sup>re</sup> classe KOFFI ALOSSO.

**COMMISSIONS**

Par décision du :

18 novembre 1935. — Une commission composée de :  
M. M. DE ROUX, capitaine d'infanterie coloniale, commandant les forces de police du Togo *Président*  
SANSON, administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies, . . . . .  
RIBELL, adjoint principal des services civils, . . . . . *Membres*  
DÉSIRÉ, sergent-chef d'infanterie coloniale, . . . . . *Secrétaire*  
se réunira le 16 décembre 1935 à 8 heures, au bureau militaire en vue de l'établissement des propositions d'inscription au tableau d'avancement de la garde indigène pour l'année 1936.

Par arrêté du :

27 novembre 1935. — La commission chargée de l'établissement de la liste des électeurs à la chambre de commerce en vue du renouvellement de cette compagnie est composée comme suit :  
M. M. Le commandant du cercle du sud ou son délégué . . . . . *Président*  
BARETTE, agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, . . . . .  
PERKINS, agent de la maison John Holt, . . . . . *Membres*  
OLYMPIO Sylvanus, commerçant.

Cette commission se réunira sur la convocation de son président.

Par décision du :

6 décembre 1935. — La commission de classement du personnel de la trésorerie du Togo prévue à l'article 22 du décret du 6 août 1921 et composée de :  
M. M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies, délégué du Commissaire de la République . . . . . *Président*  
LUCIARDI, trésorier-payeur du Togo, . . . . .  
SANSON, administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies, chef du bureau des finances, . . . . . *Membres*  
DEBAX, commis principal hors classe de la trésorerie du Togo; . . . . .  
BARMA, adjoint des services civils du Togo . . . . . *Secrétaire*  
(sans voie délibérative).

se réunira aux bureaux du gouvernement à Lomé le 20 décembre 1935 à 10 heures 30, en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel du cadre de la trésorerie du Togo, pour l'année 1936.

Les différentes commissions de classement du personnel européen des cadres locaux du Togo régi par arrêtés, se réuniront le 20 décembre 1935 aux bureaux du gouvernement à Lomé, en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel, pour l'année 1936.

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

**POUR TOUTES LES COMMISSIONS :**

M. M. MAHOUX Paul Louis, administrateur en chef des colonies . . . . . *Président*

M. M. SANSON, administrateur-adjoint des colonies, délégué du chef de cabinet du Commissaire de la République, } *Membres*  
 MOAL, administrateur-adjoint des colonies.

**SERVICES CIVILS — (8 heures)**

M. M. PERRET, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils,  
 D'AZCONA, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils.

**ENSEIGNEMENT — (vers 8 h. 30)**

M. M. CROS, chef du service de l'enseignement,  
 SIRO, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe,  
 Mme. PATANCHON, institutrice principale de 3<sup>e</sup> classe.

**AGRICULTURE — (vers 9 heures)**

M. M. VALENTIN, chef du service de l'agriculture,  
 GAILLAGUET, conducteur principal de 2<sup>e</sup> classe,  
 FONTAINE, conducteur principal de 2<sup>e</sup> classe.

**TRAVAUX PUBLICS, T. S. F., GÉOMÈTRES — (vers 9 h. 15)**

M. M. LESCANNE, ingénieur principal du cadre général des T. P. des colonies, chef du service des travaux publics,  
 BRASSARD, ingénieur-chef de station de 1<sup>re</sup> classe de T. S. F.,  
 CATHELIN, chef comptable hors classe des travaux publics.

**CHEMIN DE FER — (vers 9 h. 30)**

M. M. LESCANNE, ingénieur principal du cadre général des T. P. des colonies, chef du service des chemins de fer,  
 VEUILLET, inspecteur de 1<sup>re</sup> classe,  
 NOUVEL, inspecteur de 2<sup>e</sup> classe.

**POLICE ET SÛRETÉ — (vers 10 heures)**

M. M. D'AZCONA, chef du service de police et sûreté,  
 GINET, inspecteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe,  
 VENANCE, inspecteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

M. BARMA, adjoint des services civils chargé de la section du personnel, remplira les fonctions de secrétaire auprès de ces diverses commissions.

Les différentes commissions de classement du personnel indigène régi par les arrêtés des 24 mars et 1<sup>er</sup> mai 1934, se réuniront au gouvernement à Lomé, le 21 décembre 1935 à 8 heures, en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel, pour l'année 1936.

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

**POUR TOUTES LES COMMISSIONS :**

M. M. MAHOX Paul Louis, administrateur en chef des colonies,  
 SANSON Pierre, administrateur-adjoint des colonies, remplaçant le chef de cabinet,  
 BARMA, adjoint des services civils, chargé de la section du personnel.

**ENSEIGNEMENT (8 heures)**

M. M. CROS, chef du service de l'enseignement,

**a) Instituteurs (E. O.) :**

TOKOU Michel, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe,  
 AKOUESON François, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe,

**b) Moniteurs (E. O.) :**

AGOMESSOU Lucien, moniteur de 2<sup>e</sup> classe,  
 SINZOGAN Léonard, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

**ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

R. P. RIEBSTEIN, directeur des écoles catholiques,  
 M. M. CARRIERE, directeur des écoles protestantes,  
 DAVID Albert, instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe (M. C.),  
 KLOU Samuel, instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe (M. E.),  
 AMADOU Edouard, moniteur de 2<sup>e</sup> classe (M. C.),  
 ATAKLO Samuel, moniteur de 2<sup>e</sup> classe (M. C.).

**AGRICULTURE (8 h. 45)**

M. M. VALENTIN, chef du service de l'agriculture,  
 HUNSIHOUE Anatole Sanson, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe,  
 KLOUTSE Joseph, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

**DOUANES (9 heures)**

M. M. GUEZIEC, chef du service des douanes,  
 AMERDING, commis de 2<sup>e</sup> classe des douanes,  
 PIETRI Lazare, préposé de 2<sup>e</sup> classe.

**P. T. T. (9 h. 30)**

M. M. LAPART, chef du service des P. T. T.,

**a) Commis :**

KAGNI Karl, commis hors classe des P. T. T.,  
 GONÇALVES René, commis de 3<sup>e</sup> classe des P. T. T.,

**b) Surveillants :**

GONÇALVES René, commis de 3<sup>e</sup> classe des P. T. T.,  
 AMEDEWOKPO, surveillant de 1<sup>re</sup> classe,

**c) Facteurs :**

AJAVON Joseph, facteur de 1<sup>re</sup> classe des P. T. T.,  
 SONOKPON MAGNIDÉ, facteur de 1<sup>re</sup> classe des P. T. T.

**SANTÉ (10 heures)**

M. M. le médecin colonel SALOMON, chef du service de santé,

**a) Aides-médecins :**

EVENUMEDE Pierre, aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe,  
 ADIGO Dorothée, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe,

**b) Infirmiers :**

SODJI KOUAOVI Florence, infirmier major de 4<sup>e</sup> classe,  
 LADE Cléophas, infirmier major de 4<sup>e</sup> classe,

**c) Gardes d'hygiène :**

LAFONEKOU Samson, brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe,  
 BLABOU Jacob, brigadier de 2<sup>e</sup> classe.

**Commis d'administration (10 h. 30)**

M. M. D'ALMEIDA Charles, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe,  
 ADJIVON Severin, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

**Interprètes (11 heures)**

M. M. AHAMADAH Jérôme, interprète de 1<sup>re</sup> classe,  
 VINCENT Jean, interprète de 3<sup>e</sup> classe.

**Plantons (11 h. 15)**

M. M. ACHADE Pierrot, brigadier-planton de 1<sup>re</sup> classe,  
 OROGBO Jean, brigadier-planton de 2<sup>e</sup> classe.

## TRAVAUX PUBLICS (11 h. 30)

M. M. LESCANNE, chef du service des travaux publics,  
AMADOU Moïse, maître-ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
KPODAR ASSIONGBOR, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe.

*Mécaniciens-conducteurs d'automobiles :*

M. M. LESCANNE, chef du service des travaux publics,  
LATEVI TÈVI, mécanicien-conducteur principal  
de 3<sup>e</sup> classe,  
BOUNDJOU BASSARI, mécanicien-conducteur principal  
de 4<sup>e</sup> classe.

*Personnel des chemins de fer et du wharf :*

M. M. LESCANNE, chef du service du chemin de fer et  
du wharf,  
ADOTEVI Herbert, maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe,  
MENSAH Joseph, chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

*Canotiers :*

M. M. DOGNON EDO, maître principal,  
AMETEPE James, quartier-maître.

## CONTROLE D'ENTREPRISES

Par décision du :

28 novembre 1935. — M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances, est désigné pour exercer, auprès des entreprises du Territoire auxquelles le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10% sur toutes les dépenses publiques et les décrets subséquents sont applicables, le contrôle auquel sont soumises ces entreprises en exécution des prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 1935.

## DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Par arrêté du :

2 décembre 1935. — Pendant la durée de l'absence de l'administrateur supérieur, ordonnateur-délégué des budgets local, annexe du chemin de fer et annexe sur fonds d'emprunt du territoire du Togo, M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du matériel signera par délégation les pièces de recettes et de dépenses et toutes pièces comptables afférentes auxdits budgets.

## ENSEIGNEMENT

Liste des candidats admis au certificat d'études  
classés par ordre de mérite  
(Section 1935)

	1	BRASSARD Paulette	Ecole européenne de Lomé
	2	AKAKPO Léonard	Centre scolaire d'Atapamé
	3	DJABAKU Albert	Mission catholique de Lomé
	4	ADJÉVI Louis	Ecole régionale de Lomé
	5	AMORIN César	Mission catholique de Lomé
	6	ALLAGLO Thomas	Mission catholique de Lomé
	7	GBIKPI Marie	Ecole des sœurs d'Anécho
	8	HUKPE Francis	Mission catholique de Lomé
	9	ADJOGA Erasmus	Ecole régionale de Lomé
Ex æquo	10	AGBANGLA Félix	Ecole régionale de Lomé
		LAWSON Jean	Mission évang. de Lomé
	12	AGUIAR Adolphe	Mission catholique de Lomé
	13	PETSOU Emmanuel	Mission évang. de Palimé
Ex æquo	14	DJEHA COMLA	Ecole régionale de Lomé
		PADJEMI Félix	Candidat libre de Sokodé

Ex æquo	16	SODOKPO KOKOU	Mission évang. de Lomé
		KALETE Alphonse	Ecole urbaine de Palimé
Ex æquo	18	ECOUÉ Martin	Ecole urbaine d'Anécho
		KPODAR Cécile	Ecole régionale de Lomé
Ex æquo	20	TAGADJI Winfried	Mission évang. de Lomé
		TOSSOU Michel	Mission catholique de Lomé
	22	APPOH Christian	Mission évang. de Lomé
	23	EDORH Joël	Ecole régionale de Lomé
	24	AMANVAH Benoît	Mission évang. de Lomé
	25	HOMAWOO Edouard	Candidat libre de Lomé
	26	EDORH Robert	Candidat libre de Lomé
	27	FOLI TÈKO	Ecole régionale de Lomé
	28	AGBODO Synphorien	Candidat libre Atakpamé
	29	DE MÉDEIROS Carlos	Ecole régionale de Lomé
Ex æquo	30	OGOUKV Bernard	Mission cath. de Palimé
		ECLU Paul	Mission cath. de Togoville
	32	LAWSON James	Ecole urbaine d'Anécho
Ex æquo	33	BLAVO Georges	Ecole régionale de Lomé
		ABBEY Pierre	Candidat libre de Lomé
	35	AHADJI Félix	Mission cath. de Palimé
Ex æquo	36	ADABLA Eloi	Mission catholique de Lomé
		SANVEE Jacob	Candidat libre d'Anécho
		AMÉGEE Cosme	Ecole régionale de Lomé
	39	DE SOUZA Jean	Candidat libre de Lomé
	40	AKAKPO KOISSIVI	Ecole urbaine de Palimé
Ex æquo	41	ADAMA ADADÉ	Ecole régionale de Lomé
		KPODAR Godfried	Candidat libre de Lomé
	43	LAWSON Samuel	Ecole urbaine d'Anécho
Ex æquo	44	BRUCE Claver	Mission cath. d'Anécho
		MARTIN SEGBOR	Mission évang. de Lomé
	46	NAPPORN Théophile	Mission wesl. d'Anécho
	47	ABBEY Joseph	Candidat libre de Lomé
Ex æquo	48	KANGNI Xavier	Ecole régionale de Lomé
		KPAKPO Joseph	Ecole urbaine d'Anécho
		MENSANH Albert	Mission catholique de Lomé
Ex æquo	51	AGBÉVÉ Simon	Candidat libre de Lomé
		AKOUÉTÉ Joseph	Candidat libre de Lomé
Ex æquo	53	KWAKU Simon	Candidat libre de Lomé
		WILSON Samuel	Ecole urbaine d'Anécho

## MESURES SANITAIRES

Par arrêtés des :

25 novembre 1935. — Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été signalé en Côte d'Ivoire depuis le 4 novembre 1935, l'arrêté n° 491 est abrogé à la date du 24 novembre 1935.

Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été signalé au Soudan, depuis le 6 novembre 1935, l'arrêté n° 494 est abrogé à la date du 26 novembre 1935.

30 novembre 1935. — Le quartier indigène du centre de Mango est mis sous le régime de surveillance sanitaire.

La subdivision de Mango est mise sous le régime de danger imminent.

4 décembre 1935. — Le centre urbain d'Atakpamé et sa banlieue immédiate sont placés sous le régime de danger imminent.

### PORTEUR DE CONTRAINTE

Par décision du :

26 novembre 1935. — M. BERLIE Michel, adjoint des services civils du Togo, en service à la subdivision de Palimé (cercle du centre), est commissionné en qualité de porteur de contrainte, dans la subdivision de Palimé.

M. BERLIE devra avant d'entrer en fonctions, prêter serment devant l'administrateur-adjoint, chef de la subdivision de Palimé, agissant en qualité de délégué du Commissaire de la République.

### PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par décision du :

4 décembre 1935. — Est complétée comme suit, la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

Antimoustique Châtelain — Cornivore — Plaster — Dépuratif Châtelain — Embrocation Châtelain — Fojyl — Gargarisme Châtelain — Glycerophosphate de chaux Châtelain — Gyraldose — Huile de paraffine Châtelain — Kola Châtelain — Ouate réulsive Châtelain — Poudre antiasthmaticque Châtelain — Rucoval — Santal Châtelain — Sels de fruits Châtelain — Sels Lithinés Châtelain — Sirop Pectoral Châtelain — Vin Châtelain.

### SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE

(cessions)

Par décision du :

23 novembre 1935. — Est autorisée la cession gratuite à la société de prévoyance d'Anécho de :

Un hangar métallique de 16/8

Un groupe moto-pompe

Un arbre de transmission de 60<sup>m</sup>/<sup>m</sup> sur 3 mètres provenant de la section de liquidation de la construction du chemin de fer central Togolais.

### SUBVENTIONS

Par décisions du :

22 novembre 1935. — Il est accordé à M. Francis Mury, directeur du « courrier colonial » 33, rue de Turin à Paris, une subvention de trois mille francs.

### TRIBUNAL COLONIAL D'APPEL

Par arrêté du :

29 novembre 1935. — Monsieur DEMONIO, élève-administrateur des colonies, est nommé membre suppléant du tribunal colonial d'appel, en remplacement de M. BARBERO, élève-administrateur, appelé à d'autres fonctions.

### DOMAINES

Par décision du :

27 novembre 1935. — Une commission composée de :  
M. M. le commandant du cercle du sud à Lomé  
ou son délégué. . . . . *Président*

M. M. Le chef du service des travaux publics, représentant de l'administration,  
BENTO ADÉGBITÉ, demeurant à Lomé,  
Kuzo Bernard, demeurant à Lomé,  
représentant le concessionnaire,

*Membres*

se réunira à Lomé sur convocation de son Président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par Justino DE MEDEIROS.

### Avis de demande d'immatriculation

*au livre foncier du territoire du Togo*

Suivant réquisition, n° 985, déposée le 20 novembre 1935, le sieur Timothy Agbetsiafa Anthony, profession de propriétaire et planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire; a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier sur lequel sont plantés des cocotiers, d'une contenance totale de 25 hectares 11 ares 29 centiares situé à Kainkové. (subdivision de Lomé) cercle du sud, et borné au nord par terrain à Kudolo Atideké, à l'est par terrain à Théodore Assah, au sud par la route Lomé-Anécho, à l'ouest par terrain à Adado. Alex Anthony et Nudoo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

### AVIS AUX IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS

Le journal officiel de la République Française du 17 novembre a publié des décrets prohibant, à dater du 18 novembre 1935 :

1° — Toute importation de produits originaires ou en provenance de l'Italie ou des possessions italiennes;

2° — L'exportation ou la réexportation à destination de tous pays de certains produits déterminés.

Certains produits limitativement énumérés par le premier texte, sont exemptés de la prohibition d'importation; toutefois, leur importation est subordonnée à la production d'une licence qui sera délivrée, dans les colonies françaises et Territoires africains sous mandat, par les gouverneurs généraux, les gouverneurs et les commissaires de la République.

Certains produits sont de même exemptés de la prohibition d'exportation ou de réexportation, sous réserve d'une demande de dérogation adressée à ces mêmes hauts fonctionnaires, qui pourront exiger des exportateurs toute justification utile des tonnages exportés par eux pendant les années précédentes et également la justification de l'arrivée des marchandises, dans le pays de destination.

## STATISTIQUES COMMERCIALES TRIMESTRIELLES

Etat des principaux fournisseurs et clients pendant les 9 premiers mois  
des années 1933, 1934 et 1935

## (COMMERCE SPÉCIAL)

PRINCIPAUX FOURNISSEURS	IMPORTATIONS		
	DE LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES		
	(valeurs exprimées en milliers de francs)		
	1933	1934	1935
France . . . . .	7.168	3.738	2.699,5
Allemagne . . . . .	4.151	1.774	1.172
Angleterre . . . . .	8.641	6.118	7.431,5
Belgique . . . . .	683	415,5	621
Etats-Unis . . . . .	2.647	2.359	2.514,5
Hollande . . . . .	1.236	642,5	770
Japon . . . . .		806	1.240,5
Autres pays . . . . .	5.677	5.724	9.179,5
TOTAUX . . . . .	30.203	21.577	25.628,5

PRINCIPAUX CLIENTS	EXPORTATIONS		
	DE LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES		
	(valeurs exprimées en milliers de francs)		
	1933	1934	1935
France . . . . .	14.724	9.782	14.551,5
Colonies françaises . . . . .	12	93	16,5
Allemagne . . . . .	2.431	5.315	6.276
Angleterre . . . . .	1.919	1.803	1.939
Belgique . . . . .		454	367
Pologne . . . . .			67
Etats-Unis . . . . .		1.190	1.595
Hollande . . . . .	769	1.334	1.075
Espagne . . . . .		142	61
Autres pays . . . . .	1.766	1.590	1.477,5
TOTAUX . . . . .	21.621	21.703	27.425,5

## ETAT COMPARATIF DU MOUVEMENT COMMERCIAL

pendant les 9 premiers mois des années 1933, 1934 et 1935

DÉSIGNATION DU COMMERCE	TONNAGE	VALEUR	TONNAGE	VALEUR	TONNAGE	VALEUR
	(Q. M.)	(milliers de frs.)	(Q. M.)	(milliers de frs.)	(Q. M.)	(milliers de frs.)
	1933		1934		1935	
Commerce spécial d'importation . . . . .	145.767,5	30.203	104.486	21.577	120.577,5	25.628,5
Commerce spécial d'exportation . . . . .	165.061	21.621	252.022	21.703	300.327	27.425,5
TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL . . . . .	310.828,5	51.824	356.508	43.280	420.904,5	53.054
Transit . . . . .						
Réexportation, etc . . . . .	1.825	675	4.334	1.536	1.460	511
TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL . . . . .	312.653,5	52.499	360.842	44.816	422.364,5	53.565

# ÉTAT DES IMPORTATIONS

*pendant les 9 premiers mois de l'année 1935*

## COMMERCE SPÉCIAL

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
4. Viandes salées ou autrement pré- parées	France	Q. M.	8	9,5	5	17	14	7
	Allemagne	—	2	2	3	4	3	4
	Angleterre	—	25	19	21	42	29	30
	U. S. A.	—	1	5	9	1	4	2
	Hollande	—	1		1	3		2
	Autres pays	—	1	7	4	2	8	5
	TOTAUX	—	38	42,5	43	69	58	50
5. Conserves de viandes en boîtes	France	Q. M.	21	13,5	2	33	18	4
	Allemagne	—			1			1
	Angleterre	—	26	28	7	15	8	1
	Belgique	—		2			1	
	U. S. A.	—	91	100	32	39	27	7
	Hollande	—	5			2		
	Autres pays	—		0,5	179		1	43
	TOTAUX	—	143	144	221	89	55	56
7. Lait en conserve	France	Q. M.	76	50,5	22	51	31,5	14
	Allemagne	—	3			1		
	Angleterre	—	27	6	17	16	3,5	9
	Belgique	—		1			0,5	
	Hollande	—	36	20	43	22	12	28
	Autres pays	—	48	31	17	28	15,5	11
	TOTAUX	—	190	108,5	99	118	63	62
8. Poissons secs, salés ou fumés	France	Q. M.	16	3	5	4	1,5	2
	Angleterre	—			4			1
	Autres pays	—	1.094	1.178	1.054	274	274	251
	TOTAUX	—	1.110	1.181	1.063	278	275,5	254
9. Farine de fro- ment	France	Q. M.	22	3	7	2	0,5	1
	Allemagne	—	36			5		
	Angleterre	—		2	44		1	3
	U. S. A.	—	2.166	2.317	2.042	205	165	136
	Autres pays	—	27			2		
	TOTAUX	—	2.251	2.322	2.093	214	166,5	140
10. Riz	France	Q. M.	30	52	59	3	3,5	4
	Angleterre	—	35	3		4	1	
	Hollande	—	203			19		
	Autres pays	—	2.191	2.766	3.289	192	166	178
	TOTAUX	—	2.459	2.821	3.348	218	170,5	182

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
11. Biscuits de mer	France . . .	Q. M.	76	71	13	19	18	3
	Angleterre . .	—	46	33	44	14	9	11
	Belgique . . .	—			2			0,5
	U. S. A. . . .	—		2			1	
	Autres pays . .	—		17	21		4,5	5
	TOTAUX . . .	—	122	123	80	33	32,5	19,5
12. Noix de colas .	Autres pays . .	Q. M.	700	325	474	351	163	125
	TOTAUX . . .	—	700	325	474	351	163	125
13. Légumes secs .	France . . .	Q. M.	21	9	9	7	3,5	3
	Angleterre . .	—		1	4		0,5	1
	Belgique . . .	—		3	4		1,5	1
	Hollande . . .	—		3			1	
	Japon . . . .	—			2			1
	Autres pays . .	—			8			2
	TOTAUX . . .	—	21	16	27	7	6,5	8
14. Pommes de terre .	France . . .	Q. M.	50	36	66	4	5	9
	Angleterre . .	—	15	7	23	2	1	2
	Belgique . . .	—	8	8		0,5	0,5	
	Hollande . . .	—	38	96	40	3	6	3
	Autres pays . .	—	8	38	89	1	4	9
	TOTAUX . . .	—	119	185	218	10,5	16,5	23
15. Sucres . . . .	France . . .	Q. M.	2.338	2.458	1.534	316	273	146
	Allemagne . .	—	65	25		7	2	
	Angleterre . .	—	316	63	292	43	4	30
	Autres pays . .	—	359	483	1.283	39	45,5	111
	TOTAUX . . .	—	3.078	3.029	3.109	405	324,5	287
16. Café . . . .	France . . .	Q. M.		0,7			1	
	Autres pays . .	—	10	0,5	1,5	17	1	2
	TOTAUX . . .	—	10	1	1,5	17	2	2
17. Chocolat . . . .	France . . .	Q. M.	9	6	5	10	6	4,5
	Allemagne . .	—	0,5			1		
	Angleterre . .	—	2	1,5	1	4	2	3
	Belgique . . .	—			0,5			0,5
	Autres pays . .	—	0,5			1		
	TOTAUX . . .	—	12	7,5	6,5	16	8	8
18. Poivre . . . .	Angleterre . .	Q. M.	1	0,5	0,5	2	1	1
	TOTAUX . . .	—	1	0,5	0,5	2	1	1
19. Thé . . . . .	Allemagne . .	Q. M.	0,5			1		
	Angleterre . .	—	3	2,5		8	4	
	Autres pays . .	—	1	3	3	3	8	7
	TOTAUX . . .	—	4,5	5,5	3	12	12	7
20. Tabacs en feuilles ou en cô- tes . . . . .	U. S. A. . . .	Q. M.	1.259	1.279	1.142	978	688	592
	TOTAUX . . .	—	1.259	1.279	1.142	978	688	592

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
21. Tabacs fabriqués	France . . .	Q. M.	2	6	2	5	12	3
	Allemagne . .	—	—	1	—	—	2	—
	Angleterre . .	—	40	38	42	204	197	181
	Belgique . . .	—	1	0,5	—	1	1	—
	U. S. A. . . .	—	1	1	1	4	2	5
	Hollande . . .	—	0,5	1	0,5	2	3	4
	Autres pays . .	—	15	11,5	10,5	27	21	20
	TOTAUX . . .	—	59,5	59	56	243	238	213
	cigares et cigarettes							
	autres							
22. Huile fixe pure d'olive . . .	France . . .	Q. M.	1	2	1	3	3	1
	Autres pays . .	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX . . .	—	1	2	1	3	3	1
23. Huile fixe pure d'arachide . .	France . . .	Q. M.	35	21	9	24	14	6,5
	Autres pays . .	—	—	—	3	—	—	2
	TOTAUX . . .	—	35	21	12	24	14	8,5
24. Huiles fixes pures et autres	France . . .	Q. M.	66	68	31	30	29	11
	Allemagne . . .	—	—	2	—	—	1	—
	Angleterre . . .	—	2	4	6	1	2	2
	TOTAUX . . .	—	68	74	37	31	32	13
25. Bois communs	France . . .	Q. M.	54	58	18	25	15,5	8,5
	Allemagne . . .	—	1	2	1	2	1	1
	Angleterre . . .	—	37	35	51,5	19	14,5	18
	Belgique . . .	—	2	1	—	1	0,5	—
	Hollande . . .	—	2	17	37	1	4,5	11
	Japon . . . . .	—	—	—	2	—	—	1
	Autres pays . .	—	8	10	2	4	4	0,5
	TOTAUX . . .	—	104	123	111,5	52	40	40
26. Bois exotiques	France . . .	Q. M.	1.324	80	—	137	10	—
	Allemagne . . .	—	286	—	28	28	—	14
	Angleterre . . .	—	132	—	51	20	—	8
	U. S. A. . . .	—	643	—	32	79	—	2
	Autres pays . .	—	2.299	1.255	446	207	101,5	35
	TOTAUX . . .	—	4.684	1.335	557	471	111,5	59
27. Légumes frais	France . . .	Q. M.	—	—	5	—	—	2
	Angleterre . . .	—	3	—	—	1	—	—
	Autres pays . .	—	98	13	584	5	1,5	23
	TOTAUX . . .	—	101	13	589	6	1,5	25
28. Légumes salés, confits ou conser- vés, autres	France . . .	Q. M.	19	20	40	7	6	11,5
	Angleterre . . .	—	4	7	10	1	1	1
	Hollande . . .	—	—	19	1	—	3	0,5
	Autres pays . .	—	—	2	2	—	1	1
	TOTAUX . . .	—	23	48	53	8	11	14
29. Légumes secs	France . . .	Q. M.	49	20,5	15,5	33	16	10
	Allemagne . . .	—	1	—	—	1	—	—
	Angleterre . . .	—	23	6	6	12	3,5	1,5
	Belgique . . .	—	20	16	11	11	7	3
	U. S. A. . . .	—	1	14	5	3	5,5	2,5
	Hollande . . .	—	—	2	—	—	0,5	—
	Autres pays . .	—	14	6,5	—	3	3	—
	TOTAUX . . .	—	108	65	37,5	63	35,5	17

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
29. Vins ordinaires	France . . .	Hectolitres	1.051	431	310	362	148	91
	Allemagne . .	—	2	2	4	2	2	3
	Hollande . . .	—	1		2	0,5		1
	Autres pays . .	—	2.533	948,5	1.141	662	240	285
	TOTAUX . . .	—	2.587 QM 2.356	1.381,5 QM 3.198	1.457 QM 1.472	1.026,5	390	380
30. Vins mousseux	France . . .	Hectolitres	25	23	11	66	62	23
	Allemagne . .	—		0,5			1	
	Belgique . . .	—		1			1	
	TOTAUX . . .	—	25 QM 28	24,5 QM 52,5	11 QM 22	66	64	23
31 Vins de liqueur	France . . .	Hectolitres	87	55	37	93	55	37
	Allemagne . .	—	13	3	17	6	2,5	8
	Angleterre . .	—	4	1	1	8	2	2
	Hollande . . .	—	54	7	8	38	3,5	6
	Autres pays . .	—	27	18,5	15	23	21	15,5
	TOTAUX . . .	—	185 QM 146	84,5 QM 121	78 QM 106	168	84	68,5
32. Bières . . .	France . . .	Hectolitres	82	18		23	7	
	Allemagne . .	—	423	202	240	147	81	82
	Angleterre . .	—	148	45	42	59	16	15
	Belgique . . .	—			9,5			3
	Hollande . . .	—	224	288	279,5	88	103	97
	Autres pays . .	—	110	217	335	41	75	117
	TOTAUX . . .	—	987 QM 916	770 QM 1.063	906 QM 1.199	358	282	314
33. Limonades	France . . .	Hectolitres	4	1		1	0,5	
	Allemagne . .	—	136	118	209	35	29	48
	Angleterre . .	—	3	12	5	1	5	2
	Autres pays . .	—			3			1
	TOTAUX . . .	—	143 QM 236	131 QM 221	217 QM 419	37	34,5	51
34. Boissons distillées	Eaux de vie	Hectolitres d'alcool pur	27	12	17,5	75	39	23
	TOTAUX . . .	—	27 QM 30	12 QM 67	17,5 QM 22	75	39	23
	Rhums et Tafias	Hectolitres d'alcool pur	22	15,5	31	56	38	28,5
	Autres pays . .	—	5	5		3	10	
	TOTAUX . . .	—	27 QM 41	20,5 QM 51	31 QM 57	59	48	28,5
	Genièvres et alcools, autres	Hectolitres d'alcool pur	1			1		
	Allemagne . .	—	54	48	102	211	181	176
	Hollande . . .	—	64	22	98,5	86	34	61
	Autres pays . .	—		2,5			6	
	TOTAUX . . .	—	119 QM 227	72,5 QM 210	200,5 QM 247	298	221	237
Liqueurs	France . . .	Hectolitres de liquide	20	11	17	55	36	17
	Allemagne . .	—		0,5	0,5		0,5	0,5
	TOTAUX . . .	—	20 QM 57	11,5 QM 48	17,5 QM 25	55	36,5	17,5

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
35. Eaux minérales naturelles et arti- ficielles et vinaï- gres et cidres poirés . . . . .	France . . . . .	Q. M.	210	215	153	53	57	25,5
	Allemagne . . . . .	—	4	16	36	1	3	9
	Angleterre . . . . .	—	10	2	14	3	2	2,5
	Autres pays . . . . .	—	142	45	39	26	10	7
	TOTAUX . . . . .	—	366	278	242	83	72	44
			H L 365	H L 377	H L 166			
36. Briques et tui- les . . . . .	France . . . . .	Q. M.			18			0,5
	TOTAUX . . . . .	—			18			0,5
37. Ciment . . . . .	France . . . . .	Q. M.	130			3		
	Allemagne . . . . .	—			1.400			25
	Angleterre . . . . .	—	10.845	9.981	8.372	256	205	151
	Belgique . . . . .	—	5.575	2.153		130	45	
	Autres pays . . . . .	—	10.661	12.195	6.701	247	226	122
	TOTAUX . . . . .	—	27.211	24.329	16.473	636	476	298
38. Autres maté- riaux de cons- truction . . . . .	France . . . . .	Q. M.	567	415	207	52	27	7
	Allemagne . . . . .	—	10		49	1		2
	Angleterre . . . . .	—	487	160	301	21	8	11
	Belgique . . . . .	—	1			0,5		
	TOTAUX . . . . .	—	1.065	575	557	74,5	35	20
39. Huiles minérales	France . . . . .	Q. M.	27	26		3	2,5	
	Angleterre . . . . .	—	530	317	618	34	19	31
	Belgique . . . . .	—	8			1	1	
	Hollande . . . . .	—		12	30			2
	TOTAUX . . . . .	—	565	355	648	38	22,5	33
Essences	U. S. A. . . . .	Q. M.	3.843	5.221	6.802	419	544	483
	Autres pays . . . . .	—	799	275	380	64	27	28
	TOTAUX . . . . .	—	4.642	5.496	7.182	483	571	511
	France . . . . .	Q. M.	10		35	6		8
	U. S. A. . . . .	—	4.737	4.152	6.308	557	487	519
40 Mazout . . . . .	Autres pays . . . . .	—	740	277	312	73	37	20
	TOTAUX . . . . .	—	5.487	4.429	6.655	636	524	547
	Angleterre . . . . .	Q. M.			184			15
	U. S. A. . . . .	—		214	671		19	50
	Autres pays . . . . .	—	2.033	941	1.762	124	83	132
	TOTAUX . . . . .	—	2.033	1.155	2.617	124	102	197
41. Huiles de grais- sage et autres huiles lourdes . . . . .	France . . . . .	Q. M.	130	33	6	16	7	2
	Allemagne . . . . .	—	51	47	72	12	9	11
	Angleterre . . . . .	—	3	26	11	1	2	2
	Belgique . . . . .	—	261	71	24	51	16	3
	U. S. A. . . . .	—	529	372	625	81	71	80
	Autres pays . . . . .	—	15	25	56	3	9	5
	TOTAUX . . . . .	—	989	574	794	164	114	103
42. Houilles . . . . .	France . . . . .	Q. M.	100		13.625	3		145
	Angleterre . . . . .	—	12.292	61		144	1	
	Belgique . . . . .	—	289	292		10	7	
	TOTAUX . . . . .	—	12.681	353	13.625	157	8	145

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
43. Rails . . .	Allemagne . .	Q. M.	13.600			1.383		
	TOTAUX . .	—	13.600.			1.383		
44. Fer, acier en barres, tôles fils etc., et autres mé- taux. . . . .	France . . .	Q. M.	542	417	135	94	49	38,5
	Allemagne . .	—	12.837	130	81,5	1.404	10,5	9
	Angleterre . .	—	3.597	2.177	3.329	744	837,5	500
	Belgique . . .	—	951	1.220	1.790	64	119	174
	Hollande . . .	—		74			5,5	
	Autres pays . .	—	9	17	199	678	1.053	3.807
	TOTAUX . .	—	17.936	4.035	5.534,5	2.984	2.074,5	4.528,5
45. Chlorure de so- dium (sel) . . .	France . . .	Q. M.	729	13		30	0,5	
	Allemagne . .	—	477	4		11	0,5	
	Angleterre . .	—	4	10	5	1	2,5	1
	Hollande . . .	—			4			0,5
	Autres pays . .	—	13.481	24.953	24.025	193	357	254
	TOTAUX . .	—	14.691	24.980	24.034	235	360,5	255,5
47. Quinine . . .	France . . .	Q. M.	8	4,5	2	186	91	56
	Angleterre . .	—		0,5	0,5		1	1
	TOTAUX . .	—	8	5	2,5	186	92	57
48. Carbure de cal- cium . . . . .	France . . .	Q. M.	79	37	11	9	5	2
	Angleterre . .	—	5	17	13	1	3	2
	Autres pays . .	—		9	19		1,5	3
	TOTAUX . .	—	84	63	43	10	9,5	7
52. Sels de potasse	France . . .	Q. M.	1	1	3	0,5	0,5	1,5
	Angleterre . .	—			1			0,5
	Autres pays . .	—	32	114	63	4	14	5
	TOTAUX . .	—	33	115	67	4,5	14,5	7
53. Sels de soude et produits chimi- ques n/d . . . .	France . . .	Q. M.	189	120,5	71	285	202	64
	Allemagne . .	—	2	2	2	2	1	1
	Angleterre . .	—	35	57	121	23	24,5	37
	Belgique . . .	—	13	6	3	5	2,5	1
	U. S. A. . . .	—		1			0,5	
	Hollande . . .	—	1	8	23	3	2	8
	Autres pays . .	—	52	107	19	6	9	2
	TOTAUX . .	—	292	301,5	239	324	241,5	113
54. Teintures pré- parées . . . . .	France . . .	Q. M.			0,5			1
	TOTAUX . .	—			0,5			1
Encres	France . . .	Q. M.	1	8	2	1	4	2
	Angleterre . .	—	2	1	2	1	1	1
	Japon . . . .	—		2			1	
	TOTAUX . .	—	3	11	4	2	6	3
55. Couleurs . .	France . . .	Q. M.	149	83,5	60	83	30,5	19
	Allemagne . .	—	160	250	112	177	228,5	71
	Angleterre . .	—	61	30,5	65	35	13,5	24
	Belgique . . .	—	18	64	216	15	50,5	173
	Hollande . . .	—	2	2	2	2	1	1
	Japon . . . .	—		2			1	
	TOTAUX . .	—	390	432	455	312	325	288
Autres								

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
56. Parfumeries de toutes sortes . .	France . . .	Q. M.	49	30	18	78	45	27
	Allemagne . .	—	50	63	85	47	63	65
	Angleterre . .	—	244	210	452	157	94,5	223
	Belgique . . .	—			1			1
	U. S. A. . . .	—	0,5	2	3	1		4
	Hollande . . .	—			10		1	4
	Japon . . . . .	—			38			16
	Autres pays . .	—	1	0,5	5	0,5	1	7
	TOTAUX . . . .	—	344,5	305,5	612	283,5	204,5	347
57. Savons autres que de parfumerie	France . . . .	Q. M.	335	445	293	79	93	61
	Allemagne . .	—		7	22		1	5
	Angleterre . .	—	184	301	400	47	65	85
	Japon . . . . .	—			3			1
	Autres pays . .	—		1			0,5	
	TOTAUX . . . .	—	519	754	718	126	159,5	152
58. Médica- ments com- posés . . . . .	Eaux dis- tillées al- cooliques	Q. M.	6	9	13	15	17	21
	Allemagne . .	—	0,5	4	1	1	0,5	1
	Angleterre . .	—	2	2	0,5	3	2	1
	U. S. A. . . .	—	1	1	2	2	1	3
	Japon . . . . .	—			0,5			1
	Autres pays . .	—		0,5	0,5		1	1
	TOTAUX . . . .	—	9,5	16,5	17,5	21	21,5	28
Autres	France . . . .	Q. M.	20	23,5	15	434	66	352
	Allemagne . .	—	0,5	0,5	2	0,5	1	6
	Angleterre . .	—	63	60	148	51	39	73
	Belgique . . .	—	0,5	1		1	2	
	U. S. A. . . .	—			1			2
	TOTAUX . . . .	—	84	85	166	486,5	108	433
59. Poteries . . .	France . . . .	Q. M.	3	70	11	2	9	4,5
	Allemagne . .	—	1	2	12	1	1	3
	Angleterre . .	—		2			4	
	Belgique . . .	—		9			1	
	U. S. A. . . .	—	5			0,5		
	Japon . . . . .	—			1			0,5
	TOTAUX . . . .	—	9	83	24	3,5	15	8
60. Faïences de toutes sortes . .	France . . . .	Q. M.	10	3	13	4	1	1
	Allemagne . .	—	45	46	100	20	10,5	28
	Angleterre . .	—	29	18	11	14	11,5	6
	Belgique . . .	—	13	2		4	1,5	
	Hollande . . .	—	21		4	20		1
	Japon . . . . .	—		1	8		0,5	2
	Autres pays . .	—	66	7	11	34	2,5	4,5
	TOTAUX . . . .	—	184	77	147	96	27,5	42,5
61. Porcelaines de toutes sortes . .	France . . . .	Q. M.	17	82	7	6	34	3
	Allemagne . .	—	10	7		5	5	
	Angleterre . .	—	5	3	4	2	2	1
	Japon . . . . .	—		9	7		3,5	1
	Autres pays . .	—	1	2		1	1,5	
	TOTAUX . . . .	—	33	103	18	14	46	5

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
62. Verres et cristaux	France . . .	Q. M.	46	14	56	51	65,5	25,5
	Allemagne . .	—	28	23,5	53	17	20	21
	Angleterre . .	—	29	24,5	40	27	22	16
	Belgique . . .	—	51	31	34,5	19	9,5	9
	U. S. A. . . .	—		2			1	
	Hollande . . .	—	2	4	13	14	4	7
	Japon . . . . .	—		12,5	14		5	6
	Autres pays . .	—	13	13	39,5	18	22,5	60
	TOTAUX . . . .	—	169	124,5	250	146	149,5	144,5
63. Fils polis	France . . . .	Q. M.		8	4		9	3
	Allemagne . .	—	1	4	25	1	7	14
	Angleterre . .	—	174	22	37	46	15	23
	Belgique . . .	—		8	10		4	4
	Autres pays . .	—			8			2
	TOTAUX . . . .	—	175	42	84	47	35	46
64. Fils de coton et autres fils	France . . . .	Q. M.	2	1	0,5	8	2	1
	Allemagne . .	—	4	1	1,5	9	3	4
	Angleterre . .	—	216	154	326,5	320	242	420
	Belgique . . .	—	9	8	17	14	19	31
	Japon . . . . .	—		4			7	
	Autres pays . .	—	1			1		
	TOTAUX . . . .	—	232	168	345,5	352	273	456
65. Ficelles et cordages	France . . . .	Q. M.	5	4		3	1	
	Allemagne . .	—		1			1	
	Angleterre . .	—	32	77	27	27	20	7
	Belgique . . .	—	4		84	4		21
	Autres pays . .	—			2			1
	TOTAUX . . . .	—	41	82	113	34	22	29
66. Tissus de jute, y compris les sacs	France . . . .	Q. M.	15	28	45	16	32	41
	Allemagne . .	—	6	2		3	2	
	Angleterre . .	—	1.609	859	213	373	218	87
	Belgique . . .	—	110	60,5	132	48	24	48
	Autres pays . .	—	1.197	3.482	3.868	301	763	866
	TOTAUX . . . .	—	2.937	4.431,5	4.258	741	1.039	1.042
67. Tissus de coton	France . . . .	Q. M.	11	13,5	6,5	38	34	18
	Allemagne . .	—	38	12,5	50,5	91	25	81
	Angleterre . .	—	2.054	1.410,5	1.718,5	3.897	2.665	3.782
	Belgique . . .	—	19	2,5	5	40	5	10
	U. S. A. . . .	—	16	4	2	19	2	4
	Hollande . . .	—	185	99	159	829	365	481
	Japon . . . . .	—		345,5	747		322	618
	Autres pays . .	—	234	429,5	403,5	454	589	429
	TOTAUX . . . .	—	2.557	2.317	3.092	5.368	4.007	5.423
	France . . . .	Q. M.	5	2		11	3	
	Allemagne . .	—	6	5	17	8	4	13
Couvertures	Angleterre . .	—	3	2	9	4	2	15
	Belgique . . .	—	23	3	10	15	3	6
	Hollande . . .	—	29	14	3	28	12	4
	Japon . . . . .	—		1			1	
	Autres pays . .	—	3			4		
	TOTAUX . . . .	—	69	27	39	70	25	38

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
67 Tissus de coton	France . . .	Q. M.	3	0,5	4	8	1	8
	Allemagne . .	—	4	3,5	0,5	1	16	2
	Angleterre . .	—	21	6	5	39	12	24
	Belgique . . .	—			1			1
	Japon . . . .	—		65	128		101	216
	Autres pays . .	—	49	3	3	109	10	11
	TOTAUX . . .	—	77	78	141,5	157	140	262
68 Tissus de laine	France . . . .	Q. M.	0,5	0,5	0,5	1	1	2
	TOTAUX . . .	—	0,5	0,5	0,5	1	1	2
	France . . . .	Q. M.	3	2	1,5	13	9	5
	Allemagne . .	—	1	0,5	1	4	1	3
	Angleterre . .	—	9	4,5	6	39	28	28
	Japon . . . .	—			1			4
	Autres pays . .	—	7	0,5	0,5	34	1	2
	TOTAUX . . .	—	20	7,5	10	90	39	42
69. Tissus de soie et de bourre de soie . . . . .	Allemagne . .	Q. M.	1			11		
	Angleterre . .	—	2			15		
	Japon . . . .	—			1			4
	Autres pays . .	—			1			5
	TOTAUX . . .	—	3		2	26		9
70. Tissus de rayonne . . . .	France . . . .	Q. M.	1	2	0,5	14	19	5
	Allemagne . .	—	1	1	4	8	4	24
	Angleterre . .	—	19	9	3	84	75	13
	Hollande . . .	—	1			4		
	Japon . . . .	—		17	25		64	82
	Autres pays . .	—	7	3	5	48	55	40
	TOTAUX . . .	—	29	32	37,5	158	217	164
71. Vêtements et lingerie . . . .	France . . . .	Q. M.	13	9	2,5	47	29	18
	Allemagne . .	—	1	0,5	1	3	1	4
	Angleterre . .	—	68	18	25	164	71	74,5
	Belgique . . .	—	3		0,5	11		1
	Japon . . . .	—		81	66		150	93
	Autres pays . .	—	72	58	44	269	175	237
	TOTAUX . . .	—	157	166,5	139	494	426	427,5
72. Papier et ses applications . .	France . . . .	Q. M.	124	118	59	159	135	85
	Allemagne . .	—	83	32,5	12,5	31	31	6
	Angleterre . .	—	42	91,5	49	41	41	38
	Belgique . . .	—		23	31,5		7	9
	Hollande . . .	—	120	67	15	33	20	7
	Autres pays . .	—		31	139,5		5	25,5
	TOTAUX . . .	—	369	363	306,5	264	239	170,5
73. Peaux et pelle- teries préparées	France . . . .	Q. M.		0,5			2	
	Angleterre . .	—	7	1	1	10	2	1
	Belgique . . .	—	0,5			1		
	TOTAUX . . .	—	7,5	1,5	1	11	4	1

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
74. Chaussures	France . . .	Q. M.	1	1	1	7	3	2
	Allemagne . .	—	0,5			2		
	Angleterre . .	—	5	6	5	22	22	18
	Belgique . . .	—	1			6		
	Japon . . . .	—		7	12		9	15
	Autres pays . .	—			0,5			1
	TOTAUX . . .	—	7,5	14	18,5	37	34	36
75. Autres ouvrages en peau	France . . .	Q. M.	3	5	2	10	9	6
	Allemagne . .	—	2	2	4	6	5	6
	Angleterre . .	—	3	6	4	9		12
	Belgique . . .	—	0,5			1	10	
	Japon . . . .	—			4			6
	Autres pays . .	—	1			1		
	TOTAUX . . .	—	9,5	13	14	27	24	30
76. Orfèvrerie et bijouterie	France . . .	Q. M.	1	0,5	0,5	2	1	1
	Allemagne . .	—		1			3	
	Angleterre . .	—	0,5		0,5	3		1
	Autres pays . .	—	0,5	1,5	3	2	5	10
	TOTAUX . . .	—	2	3	4	7	9	12
77. Horlogerie	France . . .	Q. M.	0,5	2	0,5	2	8	1
	Allemagne . .	—	2	2,5	3,5	7	5	10
	Angleterre . .	—			0,5			1
	Belgique . . .	—		1			2	
	Japon . . . .	—			1			1
	Autres pays . .	—	0,5	1		2	3	
78. Machines à vapeur et machines motrices	TOTAUX . . .	—	3	6,5	5,5	11	18	13
	Allemagne . .	Q. M.		475			465	
79. Machines agricoles, y compris les tracteurs	TOTAUX . . .	—		475			465	
	France . . .	Q. M.	12	32	68	21	27	129
	Allemagne . .	—	1		1	1		2
	Angleterre . .	—			4			3
	U. S. A. . . .	—		1			0,5	
	Autres pays . .	—		1			1	
	TOTAUX . . .	—	13	34	73	22	28,5	134
80. Machines et appareils électriques	France . . .	Q. M.	71	84	12	201	171	18
	Angleterre . .	—			28			33
	TOTAUX . . .	—	71	84	40	201	171	51
81. Autres machines et mécaniques	France . . .	Q. M.	747	163	79	569	349	112
	Allemagne . .	—	12	14,5	4,5	54	28	12
	Angleterre . .	—	31	70	146	74	76	137
	Belgique . . .	—	16	1	175	60	3	27
	U. S. A. . . .	—	18	4,5	7,5	53	15	11
	Hollande . . .	—		1	1		2	4
	Japon . . . .	—			0,5			1
	Autres pays . .	—	21	6	17	32	6	13
	TOTAUX . . .	—	845	260	430,5	842	479	317

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS. DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
82. Outils emman- chés ou non	France . . .	Q. M.	150	75	11	83	52	12
	Allemagne . .	—	307	102	437	98	27	88
	Angleterre . .	—	33	1	28	11	1	6
	Belgique . . .	—	7	10	21	1	5	5
	U. S. A. . . .	—			0,5			2
	Japon . . . .	—			1			0,5
	Autres pays . .	—			1			0,5
	TOTAUX . . .	—	497	188	499,5	193	85	114
83. Coutellerie	France . . .	Q. M.	0,5	2	0,5	2	2,5	1
	Allemagne . .	—	83	91,5	171	59	62	77
	Angleterre . .	—	35	21,5	110	19	8	39
	Belgique . . .	—	0,5	15	13	1	6	3
	Autres pays . .	—			3			3
	TOTAUX . . .	—	119	130	297,5	81	78,5	123
84. Articles de mé- nage	France . . .	Q. M.	9	25,5	1	8	9	1
	Allemagne . .	—	96	104	192	57	65	80
	Angleterre . .	—	708	316	574	309	132,5	218
	Belgique . . .	—	15	23	84	9	8	21
	Hollande . . .	—	15	1	22	4	1	9
	Japon . . . .	—		72	211		23	62
	Autres pays . .	—	94	98	283	75	69,5	183
	TOTAUX . . .	—	937	639,5	1.367	462	308	574
85. Autres ouvra- ges en métaux	France . . .	Q. M.	3.691	277	498,5	780	131,5	147
	Allemagne . .	—	698	856	198	199	162	153,5
	Angleterre . .	—	753	1.200,5	1.699	121	246,5	166
	Belgique . . .	—	718	77	476	98	27	55
	U. S. A. . . .	—	783	750,5	1.235	187	218,5	328
	Hollande . . .	—	8	4	9	1	1,5	2
	Japon . . . .	—			3			2
	Autres pays . .	—	63	205,5	543,5	18	40	107
	TOTAUX . . .	—	6.714	3.370,5	4.662	1.404	827	960,5
86. Armes, pou- dres et munitions	France . . .	Q. M.	64	26,5	15	91	129	47
	Allemagne . .	—	7		4	6		3
	Angleterre . .	—	22	15,5	18,5	16	11	12
	Belgique . . .	—	6			11		
	TOTAUX . . .	—	99	42	37,5	124	140	62
87 Meubles	France . . .	Q. M.	9		1	5		1
	Angleterre . .	—	74	69	43,5	21	17,5	12
	Belgique . . .	—	3			1		
	Autres pays . .	—		16	1		1	0,5
	TOTAUX . . .	—	86	85	45,5	27	18,5	13,5
88 Futailles vides en bois, montées ou non montées, cerclées	France . . .	Q. M.			3			0,5
	Angleterre . .	—		277			35	
	Hollande . . .	—		250			33	
	TOTAUX . . .	—		527	3		68	0,5
89. Autres ouvra- ges en bois	France . . .	Q. M.	57	26,5	4	8	8,5	2,5
	Allemagne . .	—	10	19	1	3	6	1
	Angleterre . .	—	1	2	1	0,5	1	0,5
	Hollande . . .	—			11			4
	Autres pays . .	—	4		9	0,5		1
	TOTAUX . . .	—	72	47,5	26	12	15,5	9

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
90. Instruments de musique	France . . .	Q. M.	1	0,5	1	6	1	3
	Allemagne . .	—	3		4,5	7		9
	Angleterre . .	—	7	7,5	9	32	25	26
	U. S. A. . . .	—		1	0,5		0,5	3
	Japon . . . . .	—		1			1	
	Autres pays . .	—	0,5			0,5		
	TOTAUX . . . .	—	11,5	10	15	45,5	27,5	41
91. Ouvrages de sperterie et de vannerie . . . .	Angleterre . .	Q. M.	4		1	1		4
	Belgique . . .	—	3			2		
	Japon . . . . .	—		82	77		27	24
	Autres pays . .	—	41	4,5		20	3	
	TOTAUX . . . .	—	48	86,5	78	23	30	28
92. Voitures pour voies ferrées . .	France . . . .	Nombre	48					
	TOTAUX . . . .	Q. M.	2.421			795		
93. Motocyclettes et pièces déta- chées . . . . .	Angleterre . .	Nombre	2			5		
	TOTAUX . . . .	Q. M.	6					
94 Vélocipèdes et pièces détachées	France . . . .	Nombre	22	13		19		
	Allemagne . .	Q. M.	9	5	1		6	3
	Angleterre . .	Nombre	10	12	50	12		
	Belgique . . .	Q. M.	267	22	40		25	37
	Japon . . . . .	Nombre	54	267	290	102		
	Autres pays . .	Q. M.		63	63		82	96
	TOTAUX . . . .	Nombre		4			4	
	France . . . .	Q. M.		38	90		4	14
	Angleterre . .	Nombre		7	20			
	Belgique . . .	Q. M.						
	Japon . . . . .	Nombre						
	TOTAUX . . . .	Q. M.	289	330	430	133	121	150
95 Voitures au- tomobiles . . .	France . . . .	Nombre	15	9	3			
	Angleterre . .	Q. M.	179	122	45	234	113	18
	U. S. A. . . .	Nombre	4	3	2			
	Autres pays . .	Q. M.	56	55	11	45	44	14
	TOTAUX . . . .	Nombre		6	5			
	France . . . .	Q. M.		86	128		61	43
	Angleterre . .	Nombre		4	1			
	U. S. A. . . .	Q. M.		48	15		30	3
	Autres pays . .	Nombre						
	TOTAUX . . . .	Q. M.	19	22	11	279	248	78
Camions	France . . . .	Nombre			5			85
	Angleterre . .	Q. M.			114			
	U. S. A. . . .	Nombre			6			104
	Autres pays . .	Q. M.			108			
	TOTAUX . . . .	Nombre		1	28			
	France . . . .	Q. M.		17	349		4	166
	Angleterre . .	Nombre	45	21	10			
95 Voitures au- tomobiles . . .	U. S. A. . . .	Q. M.	469	312	110	152	84	41
	TOTAUX . . . .	Nombre	45	22	49			
	France . . . .	Q. M.	469	329	681	152	88	296
	Angleterre . .	Q. M.						

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
96. Accessoires et pièces détachées d'automobiles	France . . .	Q. M.	38	29	22	116	71	47
	Allemagne . .	—	—	—	2	—	—	2
	Angleterre . .	—	10	6	32	14	7	13
	U. S. A. . .	—	1	3	35	3	5	25
	Autres pays . .	—	6	2	0,5	1	9	3
	TOTAUX . . .	—	55	40	91,5	134	92	90
97. Embarcations	Angleterre . .	Q. M.	4	—	—	5	—	—
	Autres pays . .	—	—	—	15	—	—	0,5
	TOTAUX . . .	—	4	—	15	5	—	0,5
98 Ouvrages en caoutchouc.	France . . .	Q. M.	45	—	—	88	—	—
	Allemagne . .	—	22	—	—	29	—	—
	Angleterre . .	—	33	2	—	41	2	—
	Belgique . . .	—	12	—	—	23	—	—
	U. S. A. . .	—	2	—	—	3	—	—
	Hollande . . .	—	7	—	—	8	—	—
	TOTAUX . . .	—	121	2	—	192	2	—
	France . . .	Q. M.	—	66	69	—	110	115
	Angleterre . .	—	—	12	30	—	16	37
	Belgique . . .	—	—	4	—	—	5	—
98 Ouvrages en caoutchouc.	U. S. A. . .	—	—	3	6	—	4	7
	Autres pays . .	—	—	—	10	—	—	16
	TOTAUX . . .	—	—	85	115	—	135	175
	France . . .	Q. M.	—	4	5	—	7	7
	Allemagne . .	—	—	8	9	—	8	6
	Angleterre . .	—	—	7	10	—	10	12
	Hollande . . .	—	—	5	3	—	5	3
	Japon . . .	—	—	6	6	—	5	4
	Autres pays . .	—	—	2	7	—	1	4
	TOTAUX . . .	—	—	32	40	—	36	36
98 Ouvrages en caoutchouc.	France . . .	Q. M.	14	14	11	22	19	17
	Allemagne . .	—	8	—	—	12	—	—
	Angleterre . .	—	15	5	9	27	7	17
	Belgique . . .	—	2	1	—	2	1	—
	U. S. A. . .	—	—	—	3	—	—	3
	Hollande . . .	—	3	—	—	4	—	—
	Autres pays . .	—	—	—	2	—	—	2
	TOTAUX . . .	—	42	20	25	67	27	39
	France . . .	Q. M.	—	2,5	2	—	5	5
	Allemagne . .	—	—	6	6	—	7	7
98 Ouvrages en caoutchouc.	Angleterre . .	—	—	3,5	10	—	6	9
	Hollande . . .	—	—	1,5	1	—	3	2
	Japon . . .	—	—	3	2	—	2	1
	Autres pays . .	—	—	—	1	—	—	1
	TOTAUX . . .	—	—	16,5	22	—	23	25
	France . . .	Q. M.	6	6	4,5	15	17	11
	Allemagne . .	—	3	2	1	3	1,5	1
	Angleterre . .	—	16	6	5,5	25	12	12
	Japon . . .	—	—	93	63	—	58,5	35
	Autres pays . .	—	90	5	8	63	7	9
	TOTAUX . . .	—	115	112	82	106	96	68

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
99 Feutres pour doublage et autres	France . . .	Q. M.	26	3,5	4,5	24	19	21
	Allemagne . .	—	47	51	35,5	14	30	22
	Angleterre . .	—	84	26	97	52	17	40
	Belgique . . .	—	33			3		
	Japon . . . .	—		1,5	2		2	4,5
	Autres pays . .	—	0,5	1,5	1	1	4	5
	TOTAUX . . .	—	190,5	83,5	140	94	72	92,5
100. Brosserie	France . . . .	Q. M.	6	2,5	1	15	6	4
	Allemagne . .	—		2	0,5		3	1
	Angleterre . .	—	3	1	1	6	2	3
	Belgique . . .	—		1,5			2	
	Autres pays . .	—			1			1
	TOTAUX . . .	—	9	7	3,5	21	13	9
101. Allumettes	Belgique . . .	1.000 boîtes	14	14				
		Q. M.	2	2		1	1	
	Japon . . . .	1.000 boîtes		36	22			
		Q. M.		4	1,5		1	0,5
	Autres pays . .	1.000 boîtes	2.599	2.197	2.009			
		Q. M.	568	366	356	256	190	177,5
102. Bimbeloterie	TOTAUX . . .	1.000 boîtes	2.613	2.247	2.031			
		Q. M.	570	372	357,5	257	192	178
	France . . . .	Q. M.	128	78	62	319	191	55
	Allemagne . .	—	44	44,5	2	46	64	5
	Angleterre . .	—	40	19	13,5	60	38	27
	Belgique . . .	—	1			2		
103. Colis postaux	Hollande . . .	—	0,5			1		
	Japon . . . .	—		9,5	1		10	2
	Autres pays . .	—	82	102	774	385	512	794
	TOTAUX . . .	—	295,5	253	852,5	813	815	883
	France . . . .	Nombre	475	412	167			
		Q. M.	44	55	38	224	190	167
103. Colis postaux	Allemagne . .	Nombre		19	13			
		Q. M.	4	3	3	17	15	16
	Angleterre . .	Nombre	180	275	186			
		Q. M.	15	10	9	139	64	58
	Belgique . . .	Nombre						
		Q. M.		1	0,5		1	1
	U. S. A. . . .	Nombre			1			
		Q. M.		1	1,5		7	3
	Hollande . . .	Nombre						
		Q. M.		1			1	
	Japon . . . .	Nombre		1				
		Q. M.		1,5	0,5		5	0,5
	Autres pays . .	Nombre	163	89	96			
		Q. M.	5	6	6	41	19	16
		Longueur		29.200 <sup>m</sup>	52.600 <sup>m</sup>			
	TOTAUX . . .	Nombre	818	796	463			
		Q. M.	68	78,5	58,5	421	302	261,5
		Longueur		29.200 <sup>m</sup>	58.600 <sup>m</sup>			

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
104. Autres arti- cles . . . . .	France . . . . .	Q. M.	263	295,5	171	231	163,5	137
	Allemagne . . . . .	—	30	24	97	25	14	64
	Angleterre . . . . .	—	210	236,5	162	173	148,5	106
	Belgique . . . . .	—	27	30,5	23	16	24,5	9
	U.S.A. . . . .	—	29	102,5	110	13	35	32
	Hollande . . . . .	—	18	15	30	20	19,5	17
	Japon . . . . .	—		2	21,5		1	21
	Autres pays . . . . .	—	158	678,5	2.871	57	111	461,5
	TOTAUX . . . . .	—	735	1.384,5	3.485,5	535	517	847,5
105. Conserves de tomates . . . . .	U.S.A. . . . .	Q. M.		20			5	
	Autres pays . . . . .	—		11	5		2	1
	TOTAUX . . . . .	—		31	5		7	1
Total général des importations . . . . .			145.767,5	104.486	120.577,5	30.203	21.577	25.628,5

## ÉTAT DES EXPORTATIONS

*pendant les 9 premiers mois 1935*

## COMMERCE SPÉCIAL

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
<b>2. Porcs</b>	Colonies françaises	Têtes	3	4	16	0,3	0,3	0,3
		Q. M.	2	2	8			
	Autres pays	Têtes	54	53	228	5	2	6
		Q. M.	27	28	114			
	TOTAUX	Têtes	57	59	244	5,3	2,5	6,3
		Q. M.	29	30	122			
<b>3. Bœufs</b>	Colonies françaises	Têtes		15			3	
		Q. M.		30				
	Autres pays	Têtes	7	2	1	3	0,5	0,3
		Q. M.	14	4	2			
	TOTAUX	Têtes	7	17	1	3	3,5	0,3
		Q. M.	14	34	2			
<b>4. Moutons</b>	Autres pays	Têtes	656	352	149	20	11	5
		Q. M.	131	70	30			
	TOTAUX	Têtes	656	352	149	20	11	5
		Q. M.	131	70	30			
<b>5. Chèvres</b>	Autres pays	Têtes	16	10	18	0,5	0,5	0,5
		Q. M.	3	2	4			
	TOTAUX	Têtes	16	10	18	0,5	0,5	0,5
		Q. M.	3	2	4			
<b>6. Peaux de bœufs</b>	France	Q. M.	8	9		1	1	
	Angleterre	—		60	17		11	3
	Autres pays	—	8	13	22	1	2	3
	TOTAUX	—	16	84	39	2	14	6
<b>7. Peaux de moutons et de chèvres</b>	France	Q. M.		4			1	
	Autres pays	—	5	7	1	1	2	0,5
	TOTAUX	—	5	11	1	1	3	0,5
<b>9. Volailles</b>	Autres pays	Q. M.	11	10	8	4	3	
	TOTAUX	—	11	10	8	4	3	2
<b>10. Poissons secs et crevettes</b>	Autres pays	Q. M.	3.452	4.315	3.777	863	1.036	778
	TOTAUX	—	3.452	4.315	3.777	863	1.036	778
<b>11. Bananes</b>	France	Q. M.		1			3	
	TOTAUX	—		1			3	
<b>12. Arachides en coques</b>	Colonies françaises	Q. M.	5			0,5		
	Autres pays	—	477	692	480	18	21	15
	TOTAUX	—	482	692	480	18,5	21	15
<b>14. Amandes de karité</b>	Hollande	Q. M.	25			1		
	TOTAUX	—	25			1		

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
15. Graines de ricin	France . . .	Q. M.	103	1.343	337	6	100	20
	TOTAUX . . .	—	103	1.343	337	6	100	20
16. Amandes de palme . . . . .	France . . .	Q. M.	3.679	9.078	64.279	202	428	2.937
	Allemagne . . .	—	37.536	58.154	11.421	2.064	3.005	514
	Angleterre . . .	—			4.312			226
	Espagne . . .	—		2.585	1.361		142	61
	U. S. A. . . .	—			4.253			191
	Hollande . . .	—	7.908	14.782	12.708	435	797	572
	Autres pays . . .	—	4.851	11	36	267	1	2
	TOTAUX . . .	—	83.974	84.610	98.570	2.968	4.373	4.523
17. Coprah . . . . .	France . . .	Q. M.	5.160	19.735	32.200	439	1.369	2.273
	Allemagne . . .	—	2.754			248		
	TOTAUX . . .	—	7.914	19.735	32.200	687	1.569	2.273
18. Graines de coton . . . . .	Angleterre . . .	Q. M.	13.482	11.156	24.863	337	168	283
	TOTAUX . . .	—	13.482	11.156	24.863	337	168	283
19. Graines de ricin . . . . .	U. S. A. . . .	Q. M.			3			0,5
	TOTAUX . . .	—			3			0,5
20. Cacao . . . . .	Colonies françaises	Q. M.		518			78	
	France . . .	—	57.807	22.674	43.314	11.561	3.337	5.631
	Allemagne . . .	—		15.791	33.576		2.309	4.365
	Angleterre . . .	—			513			67
	Belgique . . .	—		250	384		37	50
	U. S. A. . . .	—		7.936	10.804		1.190	1.404
	Hollande . . .	—		1.667	2.367		250	307
	Autres pays . . .	—		460			69	
	TOTAUX . . .	—	57.807	49.296	90.958	11.561	7.270	11.824
21. Maïs en grains . . . . .	France . . .	Q. M.	3.379	57.952	3.626	101	2.177	63
	Allemagne . . .	—	2			0,5		
	Colonies françaises	—	22	43	7	1	2	0,5
	Autres pays . . .	—	1.210	564	6.453	36	21	129
	TOTAUX . . .	—	4.613	58.559	10.088	138,5	2.200	192,5
22. Piments . . . . .	Autres pays . . .	Q. M.	118	82	161	35	24	40
	TOTAUX . . .	—	118	82	161	35	24	40
23. Farine de maïs . . . . .	Colonies françaises	Q. M.		2			0,5	
	Autres pays . . .	—	163	33	20	30	5	3
	TOTAUX . . .	—	163	35	20	30	5,5	3
24. Farine de manioc . . . . .	Colonies françaises	Q. M.	30	109	202	1	4	7
	Autres pays . . .	—	4.098	1.074	1.369	123	35	45
	TOTAUX . . .	—	4.128	1.183	1.571	124	39	52
25. Huile de palme . . . . .	France . . .	Q. M.	2.177		9.229	131		
	Colonies françaises	—		14	11		1	1
	Autres pays . . .	—	2.188	5.152	2.743	131	294	191
	TOTAUX . . .	—	4.365	5.166	11.983	262	295	192
29. Haricots . . . . .	Colonies françaises	Q. M.		8	1		1	0,5
	Autres pays . . .	—	180	195	334	23	28	12
	TOTAUX . . .	—	180	203	335	23	29	12,5
30. Ignames . . . . .	Colonies françaises	Q. M.		4	10		0,5	0,5
	Autres pays . . .	—	1.458	1.003	898	29	20	18
	TOTAUX . . .	—	1.458	1.007	908	29	20,5	18,5
31. Caoutchouc . . . . .	France . . .	Q. M.	2	99	10	0,5	15	2
	TOTAUX . . .	—	2	99	10	0,5	15	2

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1933	1934	1935	1933	1934	1935
33. Bois . . .	France . . .	Q. M.	3	4		1	0,5	
	TOTAUX . . .	—	3	4		1	0,5	
34. Coton égrené .	France . . .	Q. M.	3.242	4.789	5.835	1.835	1.676	2.049
	Allemagne . .	—	337		3.991	118		1.397
	Angleterre . .	—	4.077	4.232	4.405	1.427	1.481	1.542
	Belgique . . .	—		445	440		156	154
	TOTAUX . . .	—	9.656	9.466	14.691	3.380	3.313	5.142
35. Kapok égrené .	France . . .	Q. M.	647	406	284	324	45	114
	Angleterre . .	—	310	345	278	155	143	111
	Belgique . . .	—		638	407		262	163
	Hollande . . .	—	666	681	490	333	286	196
	TOTAUX . . .	—	1.623	1.770	1.459	812	736	584
36. Sisal . . .	France . . .	Q. M.			18			2
	TOTAUX . . .	—			18			2
39. Noix de colas .	Colonies françaises	Q. M.		2			1	
	TOTAUX . . .	—		2			1	
40. Grains et fruits oléagineux, autres	France . . .	Q. M.	43	72		2	4	
	Colonies françaises	—	269			9		
	TOTAUX . . .	—	314	72		11	4	
42. Huiles de ka- rité. . . . .	France . . .	Q. M.	97	132	29	8	11	4
	Autres pays . .	—	157			13		
	TOTAUX . . .	—	254	132	29	21	11	4
44. Meubles en bois, autres . .	France . . .	Q. M.	8	17	7	4	3	3
	Angleterre . .	—		1			1	
	Colonies françaises	—	1	10	10	2	3	4
	TOTAUX . . .	—	9	28	17	6	7	7
45. Café . . .	France . . .	Q. M.	216	331	855	108	166	428
	Colonies françaises	—		1			0,5	
	TOTAUX . . .	—	216	332	855	108	166,5	428
47. Tapioca . . .	France . . .	Q. M.	7	2.423	6.773	0,5	245	445
	TOTAUX . . .	—	7	2.423	6.773	0,5	245	445
49. Autres pro- duits . . . . .	France . . .	Q. M.		16	5		2	0,5
	U. S. A. . . .	—			6			2
	Autres pays . .	—	504	63	2	162	13	1
	TOTAUX . . .	—	504	79	13	162	15	3,5
Totaux des exportations . . . . .			165.061	252.022	300.327	21.621	21.703	27.425,5

**MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION**  
**NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 1935 ET NEUF PREMIERS**  
**MOIS DE L'ANNÉE 1934**

*ENTRÉES*

PORTS	NAVIRES ENTRÉS				MARCHANDISES DÉBARQUÉES			
	NOMBRE		JAUGE (TONNEAUX)		QUANTITÉS Q. M.		VALEURS (MILLIERS DE FRANCS)	
	1934	1935	1934	1935	1934	1935	1934	1935
LOMÉ. . . . .	229	238	765.006	803.994	106.251	121.496	18.314	19.262
ANÉCHO . . . . .	7	10	19.931	29.487	—	—	—	—
TOTAL . . . . .	236	248	784.937	833.481	106.251	121.496	18.314	19.262

**MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION**  
**NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 1935 ET NEUF PREMIERS**  
**MOIS DE L'ANNÉE 1934**

*SORTIES*

PORTS	NAVIRES SORTIS				MARCHANDISES EMBARQUÉES			
	NOMBRE		JAUGE (TONNEAUX)		QUANTITÉS Q. M.		VALEURS (MILLIERS DE FRANCS)	
	1934	1935	1934	1935	1934	1935	1934	1935
LOMÉ. . . . .	229	238	765.006	803.994	229.528	271.275	23.309	25.744
ANÉCHO. . . . .	7	10	19.931	29.487	16.146	22.668	860	1.125
TOTAL . . . . .	236	248	784.937	833.481	245.674	293.943	24.169	26.869

## MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION

NEUF PREMIERS MOIS 1934 — 1935.

## NAVIRES ENTRÉS

PAVILLONS	NOMBRE		JAUGE TONNEAUX		MARCHANDISES DÉBARQUÉES			
					QUANTITÉS		VALEURS	
	1934	1935	1934	1935	Q.	M.	(MILLIERS DE FRANCS)	
FRANÇAIS . . . . .	115	117	479.640	500.321	40 059	49.042	5.609	4.388
ANGLAIS . . . . .	83	86	200.983	200.161	36.266	47.249	8.005	11.492
ALLEMAND . . . . .	9	4	22.546	9.357	2.255	715	1.255	421
HOLLANDAIS . . . . .	11	9	26.130	22.051	3.140	5.581	1.161	1.591
AMÉRICAIN . . . . .	9	9	29.924	31.192	10.949	10.900	1.335	1.151
ITALIEN . . . . .	6	19	20.179	62.775	10.955	6.673	296	185
SUÉDOIS . . . . .	2	—	3.608	—	2.627	—	653	—
NORVÉGIEN . . . . .	—	2	—	4.994	—	—	—	—
DANOIS . . . . .	1	—	1.927	—	—	—	—	—
POLONAIS . . . . .	—	1	—	1.121	—	1.336	—	34
HONGROIS . . . . .	—	1	—	1.509	—	—	—	—
	236	248	784.937	833.481	106.251	121.496	18.314	19.262

## NAVIRES SORTIS

PAVILLONS	NOMBRE		JAUGE TONNEAUX		MARCHANDISES EMBARQUÉES			
					QUANTITÉS		VALEURS	
	1934	1935	1934	1935	Q.	M.	(MILLIERS DE FRANCS)	
FRANÇAIS . . . . .	115	117	479.640	500.321	124.724	125.796	11.315	11.743
ANGLAIS . . . . .	83	86	200.983	200.161	102.171	118.744	11.195	11.621
ALLEMAND . . . . .	9	4	22.546	9.357	3.648	3.945	276	505
HOLLANDAIS . . . . .	11	9	26.130	22.051	7.059	2.870	603	562
AMÉRICAIN . . . . .	9	9	29.924	31.192	2.099	4.254	329	191
ITALIEN . . . . .	6	19	20.179	62.775	2.208	32.550	122	1.719
SUÉDOIS . . . . .	2	—	3.608	—	—	—	—	—
NORVÉGIEN . . . . .	—	2	—	4.994	—	2.688	—	233
DANOIS . . . . .	1	—	1.927	—	3.765	—	329	—
POLONAIS . . . . .	—	1	—	1.121	—	532	—	68
HONGROIS . . . . .	—	1	—	1.509	—	2.564	—	227
	236	248	784.937	833.481	245.674	293.943	24.169	26.869

## PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »*

Etude de Me VITTINI avocat défenseur à Lomé

### VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Le vendredi dix sept janvier mil neuf cent trente six à huit heures, à l'audience des saisies immobilières du tribunal de première instance de Lomé, au palais de justice de ladite ville, salle ordinaire des audiences, il sera procédé à la vente par adjudication, aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, des immeubles désignés ci-après :

#### PREMIER LOT

Terrain urbain bâti, ayant la forme d'un quadrilatère, portant diverses constructions, d'une contenance de quatre ares vingt cinq centiares situé à Lomé, dixième quartier, limité au nord par Agbohundji, au sud par la rue du chemin de fer Lomé-Anécho, à l'est par Komla, à l'ouest par William, ledit immeuble faisant l'objet du titre foncier numéro cinquante sept du livre foncier du cercle de Lomé.

**Mise à prix : Vingt deux mille francs**

#### DEUXIÈME LOT

Terrain rural non bâti, en forme de polygone irrégulier planté de palmiers à huile, cocotiers et cultures vivrières, d'une contenance de un hectare trente et un ares quatre vingt cinq centiares, situé au lieu dit Zoola, cercle d'Anécho, limité au nord par terrain à Glo-Agnidohoué, à l'est par terrains à Fiovo, Honmekpo et Adohu, au sud par terrain à Djagbassou-Djon, ledit immeuble faisant l'objet du titre foncier numéro quatre vingt un du livre foncier du cercle d'Anécho.

**Mise à prix : Mille francs**

La dite vente aura lieu à la requête de la société à responsabilité limitée « John Holt and C<sup>e</sup> (Liverpool) Ltd, au capital de £. 1.150.000 dont le siège est à Liverpool ayant un principal établissement à Lomé où elle est inscrite au registre du commerce sous le numéro quarante, poursuites et diligences de M. PERKINS, son agent fondé de pouvoirs pour le Togo, pour laquelle société domicile est élu dans les bureaux de son agence à Lomé et au besoin en l'étude et demeure de M<sup>e</sup> VITTINI avocat défenseur poursuivant, demeurant à Lomé rue d'Alsace Lorraine.

Par jugement du tribunal de première instance de Lomé, statuant en matière commerciale, rendu contradictoirement le vingt trois février mil neuf cent trente quatre et non frappé d'appel, le sieur KUDYOR Georges Kitty, employé de commerce demeurant et domicilié à Lomé a été condamné à payer à la susdite société John Holt and C<sup>e</sup> (Liverpool) Ltd;

1<sup>o</sup> — la somme de cinq cent soixante neuf livres sterling cinq shillings trois pence.

2<sup>o</sup> — les intérêts de cette somme au taux de huit pour cent l'an à dater du quatorze février mil neuf cent trente quatre.

3<sup>o</sup> — la somme de cinquante six livres sterling dix huit shillings six pence à titre de pénalité conventionnelle.

4<sup>o</sup> — les dépenses liquidées à la somme de soixante huit francs trente cinq centimes en ce non compris le coût de l'enregistrement de la grosse et de ses suites.

Par ordonnance sur requête rendue le sept septembre mil neuf cent trente cinq, enregistrée, M. le Président du tribunal de première instance de Lomé a autorisé la vente simultanée des deux immeubles susmentionnés.

Par exploit du vingt cinq novembre mil neuf cent trente cinq, enregistré, visé le même jour par M. l'administrateur maire de la commune mixte de Lomé et par M. le conservateur de la propriété foncière à Lomé, qui a reçu copie aux fins de publication, la Société John Holt and C<sup>e</sup> (Liverpool) Ltd a fait signifier au sieur KUDYOR Georges Kitty, employé de commerce demeurant et domicilié à Lomé, commandement de payer les sommes énoncées plus haut sans préjudice des frais non encore liquidés et qui seront payés sur état taxé; étant déclaré au sieur KUDYOR Georges Kitty que, faute par lui de satisfaire au dit commandement dans le délai de quinzaine, il y serait contraint par la vente des deux immeubles, lui appartenant, indiqués plus haut, les dits immeubles hypothéqués au profit de la société poursuivante savoir : 1<sup>o</sup>) une hypothèque de soixante cinq mille francs inscrite le neuf juin mil neuf cent vingt huit sur l'immeuble faisant l'objet du premier lot; 2<sup>o</sup>) une hypothèque de vingt mille francs inscrite le douze mai mil neuf cent trente trois sur l'immeuble faisant l'objet du deuxième lot.

Le sieur KUDYOR Georges Kitty n'ayant pas satisfait au commandement susvisé, il sera procédé à la vente dans les conditions indiquées plus haut.

Les acquéreurs éventuels sont informés que nul ne sera admis à enchérir lors de l'adjudication, s'il ne justifie avoir préalablement versé, à titre de cautionnement, la somme de mille francs au greffe du tribunal de première instance de Lomé.

Il est déclaré à tous ceux qui auraient qualité pour se prévaloir d'un privilège ou du chef desquels il pourrait être pris hypothèque forcée qu'ils auront à faire toutes diligences pour faire valoir leurs droits avant paiement et distribution du prix.

Pour tous renseignements et pour prendre connaissance du cahier des charges à dater du premier janvier mil neuf cent trente six, s'adresser :

1<sup>o</sup>) au greffe du tribunal de première instance de Lomé.

2<sup>o</sup>) à M<sup>e</sup> VITTINI avocat défenseur poursuivant demeurant à Lomé rue d'Alsace Lorraine.

*L'avocat-défenseur poursuivant,  
VITTINI.*

## Représentation générale

Cherchons quelques représentants sérieux. Commission élevée, fixe éventuel. Connaissances spéciales pas exigées. Ecrire français, anglais ou allemand avec références à :

**DORLAND — Case 601, Champs-Élysées 65,  
PARIS**

## ENTREPRISE

E. BOUQUEREAU & C<sup>IE</sup>  
*Boîte Postale 106*

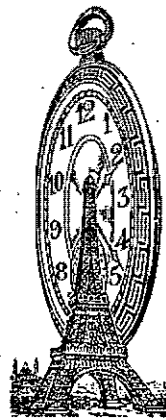


**DAKAR**

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

*"A la Tour Eiffel"*

**JOYEROT & JACOT**



Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

**L'ALMANACH VERMOT  
EST PARU**